

THE EPOCH TIMES

COMMENT

LE SPECTRE DU COMMUNISME

DIRIGE LE MONDE

"COMMENT LE SPECTRE DU COMMUNISME DIRIGE LE MONDE"

Chapitre 18. Les ambitions mondiales du Parti communiste chinois (1re partie)

Le spectre du communisme n'a pas disparu avec la désintégration du
Parti communiste en Europe de l'Est

PAR L'ÉQUIPE ÉDITORIALE DES « NEUF COMMENTAIRES SUR LE PARTI COMMUNISTE »

14 août 2021 11:40 Mis à jour: 13 septembre 2021 18:04

Epoch Times publie, sous forme de série, un nouvel ouvrage, *Comment le spectre du communisme dirige le monde*, traduit du chinois et écrit par les auteurs des *Neuf Commentaires sur le Parti communiste*.

Table des matières

Introduction

1. L'ambition du **Parti communiste** chinois de prendre la place des États-Unis et de dominer le monde

- a. Le PCC a toujours eu pour objectif de dominer le monde
- b. La domination du monde requiert de battre les États-Unis
- c. Le PCC adopte une stratégie multiple afin de subvertir et contraindre les États-Unis
- d. Le PCC incite à la haine anti-américaine pour se préparer à la guerre contre les États-Unis
- e. Le PCC ne cache plus ses intentions vis-à-vis des relations sino-américaines

2. Les stratégies de la Chine communiste pour dominer le monde

- a. L'initiative « la Ceinture et la Route » : une expansion territoriale sous couvert de la mondialisation
- b. La stratégie de la grande périphérie du PCC vise à exclure les États-Unis de la région Asie-Pacifique
- c. « Diviser et conquérir » en Europe sert à créer un clivage avec les États-Unis
- d. Le PCC exporte le « modèle chinois » pour coloniser l'Afrique
- e. Progresser en Amérique latine, empiéter sur les plates-bandes de l'Amérique
- f. La Chine communiste affiche ses ambitions militaires

Références

* * *

Introduction

Le début du XXe siècle a vu les communistes soviétiques prendre le pouvoir de façon violente en Russie. Le succès de cette révolution a, par la suite, ouvert le chemin pour l'acteur principal du spectre du communisme : le Parti communiste chinois (PCC).

Le PCC a été mis en place en 1921 par des agents de la branche extrême orientale de l'Internationale communiste. Tout au long des décennies suivantes, l'Union soviétique a joué un rôle majeur sur la scène internationale, en faisant front contre le camp démocratique en Occident pendant la guerre froide. Les Occidentaux considéraient l'Union soviétique et ses régimes satellites d'Europe de l'Est comme l'adversaire typiquement communiste. Pendant ce temps, le PCC a eu amplement le temps d'établir et de faire mûrir son régime.

L'Union soviétique s'est effondrée en 1991, laissant le régime du PCC seul sur la scène **mondiale**. La Chine communiste a adopté une nouvelle approche d'évitement la confrontation, encourageant le reste du monde à s'engager dans son économie de marché capitaliste tout en conservant un système politique totalitaire. Ainsi, beaucoup d'universitaires, de chefs d'entreprises et d'hommes politiques occidentaux ne considéraient pas le PCC comme étant un parti communiste, mais plutôt, comme étant tout au plus une variante de celui-ci.

Ceci ne pourrait pas être plus éloigné de la vérité. Le PCC a mené les caractéristiques qui définissent l'idéologie communiste – la tromperie, la méchanceté et la lutte – à son apogée, en créant un régime qui emploie les méthodes les plus pernicieuses et insidieuses de l'intrigue politique, développées au cours de milliers d'années de l'histoire humaine. Le PCC séduit

les personnes avec l'appât du gain, les contrôle avec le pouvoir et les trompe avec des mensonges. Il a cultivé sa technique démoniaque jusqu'à la maîtrise.

La Chine est le berceau de cinq mille ans d'histoire et d'un héritage traditionnel extraordinaire, ce qui a valu à cette terre antique et à son peuple le respect et l'admiration du monde entier. Le PCC a capitalisé sur ces éléments positifs. Après avoir pris le pouvoir et tenu le peuple chinois captif, il a brouillé les concepts de nation chinoise et de régime du PCC. Il présentait ses ambitions sous couvert d'un « éveil paisible » de la Chine, ainsi, la communauté internationale a eu du mal à comprendre ses motivations réelles.

Mais la nature fondamentale du PCC n'a jamais changé. La stratégie du Parti visant à s'engager dans l'économie consiste simplement à utiliser la « nutrition du corps capitaliste » pour renforcer son propre corps socialiste, stabiliser sa domination et atteindre ses ambitions, plutôt que de permettre à la Chine de connaître la véritable prospérité et la véritable force. [1] En pratique, ses méthodes ne tiennent pas compte de l'éthique de base ni des valeurs universelles.

Les pays que l'humanité a fondés existent sur la base de la sagesse de leurs fondateurs et dans leur foi dans le Divin. La société humaine doit suivre les normes de conduite établies par le Créateur : maintenir des critères moraux élevés, protéger le droit à la propriété privée et adhérer aux valeurs universelles. Le développement économique d'une société normale doit nécessairement être soutenu par des normes de moralité correspondantes.

Mais l'État-Parti du PCC a suivi un chemin diamétralement opposé, créant une abomination économique à croissance rapide qui a encouragé une dégénérescence morale sévère. La motivation du spectre pervers pour organiser le « miracle économique » chinois est simple : sans puissance économique, le régime du PCC n'aurait aucune influence persuasive grâce à laquelle il pourrait dicter ses exigences au monde. Ces arrangements n'ont pas pour vocation d'être bénéfiques pour la Chine ni pour les Chinois, mais de jouer sur l'adoration que les gens ont de l'argent et de la richesse, afin que le monde favorise le PCC en s'alignant avec celui-ci en termes de coopération économique et d'affaires internationales.

En interne, le Parti communiste gouverne par la tyrannie et par les aspects les plus impitoyables du système capitaliste. Il récompense le mal et punit le bien, faisant des pires individus de la société les personnes les plus prospères. Ses politiques amplifient le côté mauvais de la nature humaine, utilisant l'athéisme pour créer un état de dégénérescence totale dans lequel les personnes n'ont plus de scrupules.

Lorsqu'il agit à l'étranger, le régime du PCC défend l'idéologie des « caractéristiques chinoises », voulant parler du communisme, et offre des avantages économiques puissants pour piéger les personnes du monde libre et leur faire baisser la garde, abandonner leurs principes moraux et fermer les yeux sur les innombrables violations des droits de l'homme et la persécution des religions perpétrées par le PCC. Beaucoup de politiciens et d'entreprises de pays occidentaux ont trahi leurs valeurs et se sont eux-mêmes compromis face au profit, s'alignant ainsi avec les pratiques du PCC.

Les pays occidentaux espèrent pouvoir aider le PCC à effectuer une transformation sans heurts, mais alors que la Chine a effectivement entrepris un certain processus de modernisation et d'occidentalisation en surface, le Parti n'a jamais changé sa nature sous-jacente. Au cours des dernières décennies, le résultat pratique de cet engagement a permis au PCC de réussir à saper en douceur les obligations morales des États-Unis, et de corrompre la moralité de la population.

Le PCC est l'arme principale du communisme, et donc la plus grande menace mondiale. Le but du spectre du communisme, en renforçant le pouvoir mondial du PCC, est d'étendre son poison à tous les recoins du globe pour qu'au final les gens trahissent leurs traditions et le divin. Même si les machinations du Parti pour dominer le monde ne sont pas directement couronnées de succès, elles atteindront néanmoins leur but sous-jacent : séparer les personnes de leurs valeurs morales. Le Parti communiste parvient à ses fins en attirant les gens vers des intérêts d'ordre économique, en les manipulant avec des pièges financiers, en infiltrant leurs systèmes politiques, en les intimidant par la force militaire et en les embrouillant avec sa propagande.

Face à un tel péril, nous devons examiner minutieusement les ambitions, les stratégies, les tactiques et les buts du régime du PCC.

1. L'ambition du Parti communiste chinois de prendre la place des États-Unis et de dominer le monde

a. Le PCC a toujours eu pour objectif de dominer le monde

Le PCC ne se contente pas d'être une puissance régionale. Il veut contrôler le monde. Ceci est déterminé par la caractéristique intrinsèque tyrannique de ce parti. De par sa nature même, le Parti communiste s'oppose aux cieux, à la Terre et aux traditions ; il a recours à la violence pour écraser le « vieux monde » et vise à détruire tous les États, toutes les nations et les classes, en feignant de désirer « libérer l'humanité tout entière ». Sa mission inchangée

est de s'étendre de façon constante jusqu'à ce que le monde soit uni sous l'idéologie communiste. Sa doctrine et sa mise en pratique sont, par essence, mondiales.

Mais, étant donné que la culture traditionnelle était autrefois assez puissante, le communisme a parfois dû adopter une approche graduelle et indirecte. En Union soviétique, Staline avait revendiqué le besoin du « socialisme dans un pays » ; plus récemment, le PCC a adopté « le socialisme avec des caractéristiques chinoises ».

À l'inverse des partis politiques qui se partagent le pouvoir de façon simultanée ou alternée dans les démocraties occidentales, le PCC jouit d'une autorité non contestée. Il projette ses ambitions stratégiques sur les prochaines décennies et siècles à venir. Quelques années après que le Parti s'est établi en 1949, il a déployé le slogan « *dépasser la Grande-Bretagne et rattraper les États-Unis* », préfaçant ainsi le Grand Bond en avant. Plus tard, à cause de situations internes à la Chine et internationales défavorables, le PCC a adopté un profil bas pendant plusieurs décennies.

Après le massacre de la place Tian'anmen, la communauté internationale a boycotté le régime chinois. En conséquence, le Parti a pris la mesure du problème et a conclu qu'il n'était pas encore capable de rivaliser directement avec les États-Unis. Ainsi, il a pris l'option de dissimuler ses forces et d'attendre son heure, plutôt que d'essayer de prendre la tête sur la scène internationale. Ce n'était pas parce que le PCC avait changé ses objectifs, mais parce qu'il peut adopter différentes stratégies, en fonction des circonstances du moment, dans sa lutte pour finalement établir son hégémonie au niveau mondial.

On peut dire que le spectre du Parti communiste a utilisé l'ancienne feinte stratégique chinoise qui consiste à « ouvertement réparer les chemins de planches tout en avançant sur la route cachée de Chencang ». La première superpuissance communiste a été l'Union soviétique, mais son rôle ultime aura été finalement de permettre l'avènement et la maturation du régime communiste chinois.

b. La domination du monde requiert de battre les États-Unis

Depuis la Première Guerre mondiale, les États-Unis représentent la plus grande puissance mondiale, et leur position leur permet le maintien de l'ordre mondial. Tout pays désireux de renverser cet ordre doit abattre les États-Unis, donc selon les considérations stratégiques d'ensemble du PCC, l'Amérique est

l'ennemi principal du Parti. C'est le cas depuis des décennies, et le PCC n'a jamais cessé de se préparer à une offensive ouverte contre les États-Unis.

Dans le livre *The Hundred-Year Marathon: China's Secret Strategy to Replace America as the Global Superpower* (le marathon de cent ans : la stratégie secrète de la Chine de remplacer l'Amérique en tant que super puissance mondiale), Michael Pillsbury écrit que la Chine a opté pour une stratégie au long cours pour renverser l'ordre politico-économique mondial mené par les États-Unis, et pour le remplacer par le communisme d'ici 2049, date du centième anniversaire de l'arrivée du Parti communiste au pouvoir. Pillsbury a remarqué que dans la série télévisée *Silent Contest* (compétition silencieuse) produite par l'université de la Défense nationale de Chine, l'ambition de se mesurer aux États-Unis est clairement assumée : le processus par lequel le PCC veut atteindre sa « *grande cause* », c'est-à-dire dominer le monde, sera « *inévitablement confronté à une guerre d'usure constante avec le système hégémonique américain* », c'est donc « *une compétition d'une durée d'un siècle, qui ne pourra pas être modifiée par la volonté humaine.* » [2]

La stratégie mondiale du PCC est basée sur l'opposition aux États-Unis. Arthur Waldron, professeur à l'université de Pennsylvanie et sinologue, a déclaré lors d'un discours au Sénat en 2004 que l'Armée populaire de libération est l'unique armée au monde dédiée à des opérations anti-américaines. [3] En fait, en plus de l'Armée populaire de libération, la plupart des relations diplomatiques et des activités internationales du PCC ont pour cible directe ou indirecte les États-Unis.

c. Le PCC adopte une stratégie multiple afin de subvertir et contraindre les États-Unis

Le PCC a opté pour une approche globale afin de mener à bien son objectif de dominer le monde. Sur le plan idéologique, le PCC entre en compétition avec les États-Unis et d'autres pays libres et démocratiques. Il utilise les transferts de technologie forcés ainsi que le vol de la propriété intellectuelle pour combler le fossé technologique et booster sa confiance économique. Sur le plan militaire, il s'est engagé dans une rivalité silencieuse avec les États-Unis au moyen d'un « art de la guerre sans limites » et asymétrique dans des endroits tels que la mer du Sud de la Chine. Il soutient la Corée du Nord, l'Iran, ainsi que d'autres régimes voyous pour entraver les États-Unis et l'OTAN.

Sur le plan diplomatique, le régime du PCC a promu sa « grande stratégie périphérique » ainsi que l'initiative la Ceinture et la Route, également connue sous le nom de la nouvelle route de la soie. Il a très rapidement étendu son influence internationale auprès des pays voisins, ainsi qu'auprès de certains

pays d'Europe, d'Afrique, d'Océanie et d'Amérique latine, afin de construire une coalition internationale, développer une sphère dirigée par la Chine et isoler les États-Unis.

Le PCC a de multiples méthodes pour atteindre ces buts. Il a établi l'Organisation de coopération de Shanghai en 1996, la Banque d'investissement pour les infrastructures d'Asie en 2015 et la coopération des « 16+1 » avec des pays d'Europe du centre et de l'Est en 2012. Il coopère activement au sein des cinq pays formant les Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), et promeut vigoureusement l'internationalisation de sa monnaie. Il cherche à contrôler la formulation des normes industrielles (tels que ceux utilisés pour les propositions des réseaux mobiles 5G) et à avoir la main sur la communication publique.

Le régime du PCC a profité de la démocratie et de la liberté de la presse existant aux États-Unis et dans d'autres pays occidentaux pour mener à bien des opérations coordonnées pour diffuser de la propagande et s'engager dans de l'espionnage. C'est ainsi qu'il tente de manipuler les États-Unis autant que faire se peut, afin de rendre le pays exsangue de l'intérieur.

Grâce à ces tactiques, les agents du PCC corrompent des fonctionnaires gouvernementaux américains, des membres du Congrès, des diplomates, ainsi que des officiers de l'armée à la retraite. Le Parti utilise les intérêts économiques pour engager les capitalistes américains à faire pression en faveur des communistes chinois et à influencer favorablement la politique américaine envers la Chine. Il force les entreprises de haute technologie à coopérer avec le système de censure de l'Internet du PCC et le Grand pare-feu, contraint et intéresse financièrement de nombreux Chinois vivant dans des communautés à l'étranger à devenir membres de la cinquième colonne et à infiltrer les groupes de réflexions occidentaux et les départements universitaires. Il manipule ces institutions afin qu'elles exercent d'elles-mêmes une autocensure sur des sujets sensibles, adoptant ainsi efficacement la position du Parti communiste. Des entreprises chinoises, qui sont contrôlées ou influencées par le PCC, ont beaucoup investi à Hollywood.

Tout en développant son influence dans divers pays pour envelopper et contraindre les États-Unis d'une part, le PCC établit d'autre part des bastions cachés sur le sol américain afin de saper les États-Unis de l'intérieur. Il a construit un réseau étendu d'agents et a nourri des dissensions au sein de la société américaine, créant une menace intérieure grave.

d. Le PCC incite à la haine anti-américaine pour se préparer à la guerre contre les États-Unis

L'idéologie du PCC est basée sur la haine. Le patriotisme qu'elle promeut implique la haine du Japon, de Taïwan, des Tibétains, des minorités ethniques du Xinjiang, la haine des croyants d'une religion, la haine des dissidents, et par-dessus tout la haine des États-Unis. Il y a un dicton parmi les internautes chinois : « Quand il y a de petits problèmes, c'est la faute du Japon, et quand il y en a de gros, c'est la faute des États-Unis. » Ceci veut dire qu'en incitant à la haine envers des ennemis étrangers, le Parti parvient un peu à calmer la colère de la population contre lui lors de crises.

Avant que les communistes chinois ne prennent le pouvoir, ils faisaient sans cesse l'éloge des États-Unis pour son amitié avec la Chine et pour le système démocratique américain. Toutefois, après que le PCC a mis en place son régime, il a immédiatement profité des souffrances que la Chine avait subies au cours de l'histoire moderne, ainsi que de l'envie profonde des Chinois d'avoir une nation forte. Le PCC s'est dépeint lui-même comme le sauveur de la Chine en alimentant la haine envers les États-Unis et les autres pays étrangers.

En réalité, le PCC se moque de la vie et de la mort des citoyens chinois, tout comme il se moque de l'intégrité territoriale de la Chine ou du développement à long terme de la nation chinoise. Il est impossible de décrire la malveillance avec laquelle le PCC a persécuté le peuple chinois, a trahi la souveraineté chinoise, a détruit la moralité chinoise et sa culture traditionnelle et a gaspillé le futur de la Chine.

En incitant à la haine des pays étrangers, les buts du PCC sont, premièrement, de se présenter comme le sauveur afin de légitimer son autorité brutale ; deuxièmement, d'utiliser le sentiment nationaliste pour détourner l'attention du public en temps de crise ; troisièmement, de construire un soutien pour les ambitions expansionnistes du Parti ainsi que de tendre des pièges comme moyen de « rectifier » les humiliations des temps modernes. Quatrièmement, utiliser la haine pour créer la préparation psychologique nécessaire aux guerres à venir et pour insensibiliser le public aux actes de barbarie.

Le PCC a endoctriné les jeunes générations avec la haine des États-Unis dans le but de les utiliser comme outils pour parvenir à remplacer les États-Unis et à dominer le monde. Lorsque l'heure sera venue, le PCC a l'intention d'utiliser la jeunesse chinoise pour infiltrer les États-Unis et ses alliés démocratiques de différentes manières : en prenant part à des conflits ouverts armés, en menant une guerre sans restriction et, si le besoin s'en fait sentir, en se sacrifiant lors d'un holocauste nucléaire.

Lorsque les attentats terroristes du 11 septembre ont eu lieu, les réactions de liesse en Chine ont démontré que le PCC avait bien progressé en matière de

propagande. Sur les principaux forums politiques ou militaires chinois, on voit régulièrement s'exprimer des sentiments tels que « la Chine et les États-Unis doivent entrer en guerre », preuve supplémentaire du succès du PCC à éduquer les gens à haïr les États-Unis. Ceci représente une mobilisation graduelle et sur le long terme vers une guerre, délibérément planifiée et mise en place de façon systématique par le PCC.

La propagande haineuse du PCC ne s'arrête pas aux frontières de la Chine. Sur le plan international, il soutient de façon explicite ou ouverte des régimes voyous et des organisations terroristes pour combattre les États-Unis, en leur fournissant une aide financière, des armes et du matériel, de l'aide théorique, de l'entraînement tactique et un soutien public. Le PCC est devenu le leader d'un axe d'États anti-américains, et il dirige de façon arrogante les forces mondiales de l'anti-américanisme.

e. Le PCC ne cache plus ses intentions vis-à-vis des relations sino-américaines

En 2008, alors que les États-Unis faisaient face à une crise économique, la Chine a accueilli à Pékin les Jeux olympiques les plus fastueux de l'histoire des JO. Déguisé en pays prospère, le régime s'est propulsé lui-même sur la scène internationale. À l'époque, à cause de la mondialisation, l'industrie américaine était en déclin. Face à de telles difficultés économiques, les États-Unis ont demandé de l'aide à la Chine. Les médias du PCC se sont alors vantés : « *Les États-Unis survivent grâce à l'argent qu'ils nous empruntent, à nous, les Chinois* », « *Les États-Unis sont en déclin ; la Chine est en position pour les remplacer* », etc. Pratiquement tous les médias contrôlés par le Parti en Chine ont imprimé de tels gros titres, et ces idées sont même devenues des opinions assez répandues dans les médias et parmi les universitaires occidentaux.

Depuis 2008, l'Amérique a montré des signes de déclin dans des domaines tels que la place dans l'économie, la puissance militaire et la stabilité politique. Sur le plan économique, les États-Unis favorisaient une couverture de santé universelle, développaient les bénéfices sociaux et mettaient les enjeux climatiques au centre de la politique, renforçant ainsi la surveillance environnementale et instaurant des restrictions sur les affaires industrielles traditionnelles. Malgré tout, l'industrie de l'énergie verte a été vaincue par les produits fabriqués en Chine, et l'industrie américaine a continué d'être mise à mal. Il n'y avait aucun moyen de contrer ni de se protéger contre les attaques de la Chine dans le commerce ou le vol de la propriété intellectuelle.

Face à cette tendance, beaucoup de gens ont simplement pris pour argent comptant la version qui consistait à dire que la Chine était en pleine ascension tandis que l'Amérique était en déclin. Les dépenses militaires américaines ont

diminué et les États-Unis ont adopté une posture diplomatique faible. Sur le plan politique aux États-Unis, l'idéologie socialiste a pris de l'ampleur, les divisions sociales se sont accentuées, les politiques démocratiques se sont transformées en arènes pour des querelles partisans, en conséquence, les fonctions gouvernementales en ont souvent été gênées. Le PCC a utilisé son propre système totalitaire pour évaluer et dénigrer cette situation chaotique, faisant de la démocratie américaine un sujet de moqueries.

En 2010, la Chine est passée devant le Japon et est devenue la seconde puissance économique mondiale. En 2014, d'après les statistiques de la Banque mondiale, si l'on calcule selon la parité de pouvoir d'achat, le PIB chinois aurait dépassé celui des États-Unis. [4] En voyant que l'équilibre des forces entre la Chine et les États-Unis semblait être en train de changer et pensant que le déclin des États-Unis était irréversible, le PCC a cessé son ancienne stratégie qui consistait à cacher ses forces et gagner du temps. Au lieu de cela, le Parti a ouvertement et directement pris pour cible l'ordre international mené par les États-Unis. La posture officielle du PCC, des médias et des experts a petit à petit commencé à parler sans honte d'un « rêve chinois » expansionniste.

En 2012, à l'occasion de son 18e Congrès national, le PCC a présenté la notion de construction d'une « *communauté d'un futur partagé pour l'humanité* ». En 2017, le PCC a tenu son Grand Rassemblement des partis politiques mondiaux, pour faire croire à l'image ancienne de la myriade de royaumes venant présenter leurs respects à la cour impériale chinoise. Le PCC a exprimé publiquement son désir d'exporter le « modèle [communiste] chinois » dans le reste du monde.

Afin d'étendre ce que le PCC appelle le « modèle chinois », le « plan chinois », ou la « sagesse chinoise », l'ambition du Parti est de diriger le monde et d'établir un nouvel ordre mondial répondant aux exigences des règles du Parti. Le PCC se prépare à cela dans tous les domaines depuis des décennies. Si ce nouvel ordre mondial était effectivement établi, cela représenterait un nouvel axe du mal gigantesque, un adversaire encore plus menaçant pour le monde libre que l'alliance de l'Axe datant de la Seconde Guerre mondiale.

2. Les stratégies de la Chine communiste pour dominer le monde

a. L'initiative la Ceinture et la Route : une expansion territoriale sous couvert de la mondialisation

La nouvelle route de la soie occupe une position centrale

En 2013, le PCC a introduit officiellement le plan pour sa Ceinture économique de la route de la soie et la Route maritime de la soie du XXI^e siècle, aussi connu sous le nom de « nouvelle route de la soie » ou l'initiative « la Ceinture et la Route » (en anglais : « Belt and Road Initiative » (BRI) ou « One Belt, One Road Initiative » (OBOR)). Le plan du régime communiste chinois consiste à investir des milliards de dollars pour construire des infrastructures vitales, telles que des ponts, des chemins de fer, des ports et des installations énergétiques dans des dizaines de pays. C'est le plus grand projet d'investissement planifié de l'histoire.

La « Ceinture » désigne la ceinture économique de la route de la soie, qui comprend trois parties terrestres : de la Chine à l'Europe et à la mer Baltique en passant par l'Asie centrale et la Russie ; du nord-ouest de la Chine au Golfe persique et à la Méditerranée en passant par l'Asie centrale et l'Asie occidentale ; et du sud-ouest de la Chine à l'océan Indien en passant par la péninsule d'Indochine.

La « Route » fait référence à la Route maritime de la soie du XXI^e siècle, qui comprend deux volets : la première route part des ports de Chine vers la mer de Chine méridionale, passe par le détroit de Malacca et se dirige vers l'Europe via l'océan Indien ; la seconde se dirige vers le sud de l'océan Pacifique.

La « Ceinture » terrestre comprend six corridors économiques : le corridor économique Chine-Mongolie-Russie, le nouveau pont terrestre eurasien, le corridor économique Chine centrale et Asie occidentale, le corridor économique Chine-Péninsule d'Indochine, le corridor économique Chine-Pakistan et le corridor économique Bangladesh-Chine-Inde-Myanmar.

Le nouveau pont terrestre eurasien sera basé sur des liaisons ferroviaires entre la Chine et l'Europe, appelé China Railway Express. Le transport de la Chine vers l'Europe prend un peu plus de dix jours par rail, en comparaison il faut plus de trente jours par mer. Le China Railway Express a commencé ses activités en 2011 et a été un élément important des nouvelles routes de la soie.

Le corridor économique Chine-Pakistan est un plan conjoint des deux gouvernements. Il comprend une autoroute reliant Kashgar, dans la province chinoise du Xinjiang, au port de Gwadar, au Pakistan, sur l'océan Indien. La Chine a obtenu le droit de mettre en service le port, la porte d'entrée du Pakistan dans le golfe Persique et la mer d'Arabie, en 2013. Le port occupe une position stratégique importante, reliant le détroit d'Ormuz, par lequel passe 40 % du pétrole brut mondial, à la mer d'Arabie.

Le cadre général de la « Route » maritime consiste à bâtir un certain nombre de ports stratégiques et à prendre le contrôle du transport maritime mondial. Dans les pays financièrement solides, les entreprises chinoises prennent des participations au capital ou créent des co-entreprises. Avec les pays financièrement plus faibles, la Chine investit de grosses sommes d'argent localement et tente d'obtenir les droits d'exploiter les ports.

Rien qu'en 2013, les entreprises chinoises ont reçu les droits d'exploiter au moins dix-sept ports ou terminaux. La China Merchants Port Holdings Company Limited a acheté 49 % du capital de Terminal Link SAS en France. Avec cet achat, elle a obtenu les droits d'exploitation de quinze terminaux dans huit pays sur quatre continents [5]

Ces ports et terminaux comprennent les ports d'Anvers et de Zeebruges en Belgique ; le terminal du canal de Suez en Égypte ; Kumport en Turquie ; le port autonome du Pirée en Grèce ; le port de Pasir Panjang à Singapour ; le terminal Euromax de Rotterdam, qui est appelé « la porte de l'Europe », aux Pays-Bas ; le terminal de la deuxième phase du port de Khalifa dans les Émirats arabes unis ; le port de Vado en Italie ; le port de Kuantan en Malaisie ; le port de Djibouti en Afrique de l'Est ; et le canal de Panama.

En plus des investissements, le Parti communiste utilise aussi les pièges de la dette créés par la nouvelle route de la soie pour obtenir le contrôle des lieux stratégiques. Le Sri Lanka ne pouvait pas payer sa dette aux entreprises chinoises, alors en 2017, il a signé un bail de 99 ans avec une entreprise chinoise pour l'utilisation du port de Hambantota.

Le PCC a lancé sa route de la soie numérique en 2018 avec l'intention de remodeler le développement futur de l'infrastructure de l'Internet. La route de la soie numérique est considérée comme une avancée du projet « la Ceinture et la Route » (BRI) et constitue son dernier développement. Elle comprend principalement la construction d'une infrastructure en fibre optique, des services d'information numériques, des télécommunications internationales et du commerce électronique.

De nombreux pays participant à la nouvelle route de la soie n'ont pas de système de crédit complet. Le PCC vise à introduire ses systèmes de commerce électronique et ses services de paiement électronique, tels qu'Alipay, dans ces pays, tout en écartant totalement la concurrence occidentale. Le Grand Firewall (ou pare-feu), qui filtre le trafic Internet en Chine, est exporté vers ces pays, tout comme les systèmes de surveillance de masse déjà adoptés par le PCC pour être utilisés en Chine.

L'étendue de la portée stratégique du PCC est visible à travers ses investissements dans l'infrastructure mondiale. Selon un article du *New York Times* de novembre 2018, le PCC a construit plus de quarante pipelines et d'autres infrastructures pour le pétrole et le gaz ; plus de deux cents ponts, routes et chemins de fer ; près de deux cents centrales pour l'énergie nucléaire, le gaz naturel, le charbon et les énergies renouvelables ; et une série de grands barrages. Il a fait des investissements dans 112 pays, dont la plupart font partie de la nouvelle route de la soie. Le PCC a étendu ses tentacules autour du monde. [6]

À mesure que la route de la soie prend forme, les efforts du PCC en vue de supplanter les États-Unis sur la scène mondiale s'intensifient. Il a énergiquement fait la promotion du **yuan** comme monnaie internationale, ainsi que de son propre système de crédit. Les réseaux de télécommunications fabriqués en Chine (y compris la 5G) sont poussés comme l'avenir dans de nombreux pays, tout comme les lignes ferroviaires à grande vitesse construites en Chine. L'objectif est d'établir un jour une série de normes contrôlées par le PCC et indépendantes des normes occidentales actuelles.

La nouvelle route de la soie a une portée mondiale

Dans les premières étapes de la BRI, le PCC s'est concentré sur ses pays voisins, jusqu'à atteindre l'Europe. Très rapidement, le PCC a étendu sa portée jusqu'à l'Afrique, l'Amérique latine, et même l'océan Arctique, couvrant ainsi le monde entier. La Route maritime de la soie ne comportait au début que deux routes. Une troisième route, la route polaire de la soie, a été ajoutée pour se connecter à l'Europe via l'océan Arctique. Avant la nouvelle route de la soie, le PCC avait déjà considérablement investi en Afrique et en Amérique latine. Ces pays font maintenant partie de la structure majeure de la BRI, ce qui a permis au PCC d'étendre plus rapidement sa portée financière et militaire en Afrique et en Amérique latine.

L'objectif premier de la nouvelle route de la soie est d'exporter les capacités excédentaires de la Chine en construisant des infrastructures de base telles que des chemins de fer et des autoroutes dans d'autres pays. Ces pays sont riches en ressources et en énergie. En les aidant à construire des infrastructures, le PCC atteint deux objectifs secondaires. L'un est d'ouvrir les routes pour expédier des produits nationaux vers l'Europe à faible coût ; l'autre est d'obtenir les ressources stratégiques des pays qui participent à cette nouvelle route de la soie. L'intention du PCC est d'accroître ses propres exportations, et non d'aider les pays le long de cette ceinture et de cette route à

établir leurs propres industries manufacturières – le PCC ne renoncerait au secteur de fabrication de la Chine.

La véritable ambition derrière la nouvelle route de la soie est d'utiliser les moyens économiques comme quelque chose à l'avant-garde afin d'établir un contrôle sur les filets de sécurité financiers et politiques des autres pays et de les transformer en colonies du PCC dans sa stratégie mondialiste. Les conséquences indirectes de la participation aux plans de l'OBOR (en anglais pour One Belt, One Road, autre nom pour la nouvelle route de la soie) comprennent l'importation de tous les aspects pernicioeux du communisme : la corruption, la dette et la répression totalitaire. Le projet est un piège trompeur qui n'apportera pas une prospérité économique durable à ses participants.

De nombreux pays se sont alarmés et ont décidé d'arrêter ou de réévaluer le projet de la nouvelle route de la soie. Le PCC a concédé qu'il devrait être plus transparent et faire des ajustements concernant les pièges de la dette sévèrement critiqués. Néanmoins, les plans du PCC ne peuvent pas être sous-estimés. Alors que les entreprises occidentales fonctionnent selon des principes de recherche de profits et ne tiendront pas le coup plus de quelques années dans des pays d'accueil turbulents, les calculs du PCC s'étendent jusqu'au prochain siècle. Il peut supporter des opérations dans des environnements internationaux turbulents sur le long terme sans tenir compte des pertes immédiates.

Ce que le PCC veut, ce sont des gouvernements pro-communistes qui le soutiendront aux Nations unies. Le PCC veut devenir le leader de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique latine, pour lutter contre le monde libre et remplacer les États-Unis comme première puissance mondiale. Le PCC est prêt à payer tous les coûts humains nécessaires pour atteindre cet objectif. Par exemple, le Parti peut forcer le peuple chinois à payer des coûts que des entreprises privées occidentales ne pourraient jamais prendre en charge. Dans cette guerre pour la conquête du monde, il ne s'agit pas de savoir à quel point le PCC est puissant sur le papier, mais de savoir que le PCC a à sa disposition les ressources de centaines de millions de Chinois sans tenir compte de leurs vies ou de leurs morts. Ils sont ses pions sacrificiels.

Steve Bannon, l'ancien chef stratège de la Maison-Blanche, a offert une interprétation unique du projet BRI. Il attribue à l'initiative chinoise de la nouvelle route de la soie le mérite d'avoir réussi à intégrer les thèses Mackinder-Mahan-Spykman sur la façon de dominer le monde.

Andrew Sheng, de l'Asia Global Institute, a résumé les opinions de Steve Bannon :

« Sir Halford Mackinder était un géographe et un historien britannique influent qui a soutenu en 1904 que : ‘Qui tient l’Europe orientale tient le heartland (Asie centrale), qui tient le heartland domine l’île mondiale, qui domine l’île mondiale domine le monde. ‘ Son contemporain américain, Alfred Mahan était un historien naval qui a façonné la stratégie des États-Unis pour dominer la puissance maritime, étendant la logique de l’empire maritime britannique qui consiste à contrôler les voies maritimes, les points d’étranglement et les canaux en maintenant l’ordre dans le commerce mondial. En revanche, Nicholas John Spykman a fait valoir que le Rimland (la frange maritime de l’Eurasie) est plus important que le heartland, donc : ‘Qui contrôle le Rimland dirige l’Eurasie, qui dirige l’Eurasie contrôle les destinées du monde. » [7]

Les évaluations de M. Bannon reflètent la vigilance croissante du monde occidental face aux ambitions du PCC contenues dans le projet BRI.

En fait, l’ambition du PCC ne se limite pas à la portée de la nouvelle route de la soie. L’initiative n’est pas seulement axée sur l’obtention des droits sur les routes terrestres, les voies maritimes et les ports importants. Le PCC veut exploiter des lacunes, peu importe où elles se trouvent dans le monde. De nombreux pays d’Asie, d’Afrique et d’Amérique latine sont des États nouvellement indépendants créés par la décolonisation. Ces régions ont connu un vide de pouvoir, invitant ainsi le PCC à s’implanter. Les pays nouvellement indépendants qui faisaient autrefois partie de l’Union soviétique et ses satellites de l’Europe de l’Est avaient un faible contrôle souverain et étaient aussi des proies faciles pour le régime du PCC. D’autres pays turbulents, desquels les investisseurs occidentaux ont tendance à se tenir à l’écart, sont tombés naturellement dans le piège du PCC. Les petits pays, les pays insulaires et les pays sous-développés occupant des positions stratégiques sont tous dans la ligne de mire du PCC.

Même certains États autrefois fermement ancrés dans le camp démocratique occidental ont dérivé dans l’orbite du PCC après avoir souffert d’économies faibles et d’une dette élevée. Géopolitiquement, le PCC entoure graduellement les États-Unis en contrôlant l’économie des autres pays. L’objectif est de marginaliser l’influence américaine et finalement de la supprimer dans ces pays. D’ici là, le PCC aura établi un ordre mondial séparé centré sur la tyrannie communiste. Cette approche n’est pas nouvelle. Elle trouve ses racines dans l’ancienne stratégie du PCC qui consistait à occuper les campagnes pour encercler les villes, ce qui l’a conduit à la victoire dans la guerre civile chinoise.

b. La stratégie de la grande périphérie du PCC vise à exclure les États-Unis de la région Asie-Pacifique

Quelle est la soi-disant diplomatie de la grande périphérie du PCC ? Des groupes de réflexion du Parti la définissent ainsi : « *La Chine est la voisine de quatorze pays le long d'une longue frontière terrestre, et regarde de l'autre côté de la mer vers six autres pays voisins. Au-delà de cela, à l'est se trouve la région Asie-Pacifique, et à l'ouest, l'Eurasie. Autrement dit, l'étendue radiale du voisinage étendu de la Chine couvre les deux tiers de la politique internationale, de l'économie et de la sécurité. Donc, le cadre de la diplomatie périphérique est plus qu'une simple stratégie régionale. [...] C'est une véritable grande stratégie.* » [8]

L'Australie est le maillon faible du monde occidental

En juin 2017, Fairfax Media Limited et l'Australian Broadcasting Corporation ont publié les résultats de leur enquête de cinq mois, le documentaire *Power and Influence: The Hard Edge of China's Soft Power* (pouvoir et influence : le rebord dur de la puissance douce de la Chine). Le documentaire a soulevé des inquiétudes dans le monde entier en décrivant l'infiltration et le contrôle généralisés du PCC dans la société australienne. [9] Six mois plus tard, Sam Dastyari, un membre du Parti travailliste australien, a annoncé sa démission du Sénat. La démission de M. Dastyari fait suite à des accusations selon lesquelles il aurait accepté de l'argent de commerçants chinois liés au PCC pour avoir fait des déclarations de soutien à Pékin concernant les conflits territoriaux en mer de Chine méridionale. Ses déclarations sur cette question cruciale s'étaient heurtées aux opinions de son propre parti. [10]

En septembre 2016, SBS News, en Australie, a publié un reportage révélant les dons politiques d'un homme d'affaires chinois en vue d'influencer les politiques commerciales entre l'Australie et la Chine. [11] De plus, ces dernières années, les médias chinois contrôlés par l'État ont signé des contrats avec les médias australiens, leur permettant de diffuser des contenus fournis par les médias chinois à une audience australienne. [12]

En fait, dès 2015, l'Australie a permis à une entreprise chinoise ayant des liens étroits avec l'Armée populaire de libération (APL) d'obtenir un bail de 99 ans sur le port de Darwin. Le port maritime occupe une importante position militaire pour se protéger des attaques venant du nord. Richard Armitage, un ancien secrétaire d'État adjoint américain, a déclaré qu'il a été stupéfait par cet accord, et que les États-Unis étaient préoccupés par l'évolution de la situation. [13]

En 2017, un livre appelé *Silent Invasion: China's Influence in Australia* (invasion silencieuse : l'influence de la Chine en Australie), par l'auteur Clive Hamilton, a été rejeté trois fois par les éditeurs australiens par crainte des répercussions chinoises. Finalement, après mûre réflexion, le troisième éditeur a accepté de le publier. La censure a suscité l'inquiétude générale parmi les Australiens quant à l'influence de la Chine dans leur pays. [14]

Bien plus nombreux sont les gens qui se demandent pourquoi la Chine a déployé tant d'efforts vers l'Australie. Quelle est la valeur stratégique militaire du PCC infiltrant l'Australie et y exerçant un contrôle ?

En décembre 2017, le National Endowment for Democracy (NED) a mentionné dans son rapport *Sharp Power: Rising Authoritarian Influence* (pouvoir tranchant : l'influence autoritaire croissante), que le Parti communiste chinois influence et change les politiques et le monde universitaire australiens, par la corruption et l'infiltration, dans le but principal d'affaiblir l'alliance entre les États-Unis et l'Australie. [15]

Dans son *Livre blanc sur la politique étrangère* de 2017, le gouvernement australien a déclaré : « *Les États-Unis ont été la puissance dominante dans notre région tout au long de l'histoire de l'Australie après la Seconde Guerre mondiale. Aujourd'hui, la Chine remet en question la position de l'Amérique.* » [16] Le Dr Malcolm Davis, analyste senior au Strategic Policy Institute d'Australie, a mentionné que Pékin essayait d'obtenir un avantage stratégique dans la région australienne pour atteindre son objectif final de mettre fin à l'alliance de l'Australie avec les États-Unis. [17]

L'Australie est le terrain d'essai du régime du PCC pour les opérations de puissance douce (soft power) de sa stratégie de diplomatie périphérique. [18] L'infiltration du PCC en Australie remonte à 2005, quand Zhou Wenzhong, alors chef adjoint du ministère des Affaires étrangères, est arrivé à Canberra et a informé les hauts fonctionnaires à l'ambassade de Chine de la nouvelle approche diplomatique du PCC. Il a mentionné que le premier objectif d'inclure l'Australie dans la plus grande périphérie de la Chine était de s'assurer que l'Australie serve de base de ravitaillement fiable et stable pour le développement économique de la Chine dans les vingt prochaines années. L'objectif à long terme est de briser l'alliance entre les États-Unis et l'Australie. La mission de personnes présentes à la réunion était de comprendre comment le PCC pourrait exercer une large influence sur l'Australie dans les sphères de l'économie, de la politique et de la culture. [19]

Après des années d'enquête, Clive Hamilton a découvert que : « *Les principales institutions australiennes – nos écoles, nos universités et associations professionnelles jusqu'à nos médias, en passant par les professions de l'exploitation minière, l'agriculture et le tourisme aux biens militaires des ports et des réseaux électriques ; nos parlements locaux et gouvernements d'État à nos partis à Canberra – sont infiltrées et transformées par un système de contrôle compliqué sous la supervision du PCC.* » [21]

Depuis la crise économique de 2008, en pratique, l'Australie s'est montrée disposée à servir de base de ravitaillement du PCC, en raison de la croyance commune selon laquelle le PCC a secouru l'Australie de la récession.

M. Hamilton déclare que la raison pour laquelle l'infiltration et l'influence du PCC peuvent être si efficaces en Australie, c'est que les Australiens « *ont permis que cela se passe sous notre nez, parce que nous sommes aveuglés par la croyance que seule la Chine peut garantir notre prospérité économique, et parce que nous n'osons pas nous opposer aux brimades de Pékin.* » [22]

Bien qu'ils soient conscients de l'infiltration et de l'influence du PCC sur la société occidentale, et en particulier de l'infiltration et du contrôle du PCC sur des communautés chinoises à l'étranger, la plupart des Occidentaux bien intentionnés ont naïvement imaginé au début que l'objectif principal des stratégies du Parti était « négatif » – c'est-à-dire, faire taire les voix des détracteurs et de ceux qui ont des opinions politiques différentes. Cependant, M. Hamilton déclare que derrière les opérations « négatives » se trouvent les ambitions « positives » du PCC : utiliser les immigrants d'origine chinoise pour changer le cadre de la société australienne, et faire en sorte que les Occidentaux sympathisent avec le PCC afin de permettre à Pékin d'accroître son influence. De cette façon, l'Australie serait transformée en assistante du PCC dans l'objectif du régime de devenir une superpuissance asiatique, puis mondiale. [23]

De même, le PCC étend son infiltration et son contrôle de l'Australie à la Nouvelle-Zélande. Anne-Marie Brady, une experte en politique chinoise à l'université de Canterbury, a publié un rapport intitulé *Magic Weapons* (les armes magiques) qui prend l'exemple de la Nouvelle-Zélande pour illustrer comment le PCC étend son infiltration et son influence politique à l'étranger. Le rapport révèle que plusieurs membres du Parlement néo-zélandais nés en Chine ont des liens étroits avec le PCC et que de nombreux politiciens ont été soudoyés par des dons politiques massifs de riches commerçants chinois et d'organisations du Front uni du PCC telles que les associations commerciales chinoises en Nouvelle-Zélande. [24] Peu de temps après la publication de son rapport, on est entré par effraction dans le bureau du Dr Brady. Avant le

cambrilage, elle avait également reçu une lettre anonyme la menaçant avec les mots : « *Tu es la prochaine.* » [25]

La Chine est en train d'enrôler activement les politiciens locaux de Nouvelle-Zélande. Par exemple, les membres des partis politiques néo-zélandais sont traités avec cordialité lors de leurs voyages en Chine. Les politiciens retraités se voient offrir des postes bien rémunérés dans des entreprises chinoises, ainsi que d'autres avantages pour qu'ils suivent les directives du Parti. [26]

Le PCC cible les nations insulaires du Pacifique pour leur valeur stratégique

Malgré leur taille, les nations insulaires du Pacifique ont la valeur stratégique cruciale de pouvoir servir de bases maritimes. Leur superficie totale terrestre n'est que de 53 000 km², alors que leurs zones économiques exclusives (ZEE) s'étendent sur des parties de l'océan qui totalisent 19 000 000 km² – une superficie plus que six fois plus grande que la taille des ZEE de la Chine. Le développement de liens plus étroits avec les nations insulaires du Pacifique est un élément reconnu publiquement de la stratégie militaire du PCC.

Actuellement, les sphères d'influence dans la région du Pacifique sont divisées entre les États-Unis, le Japon, la Nouvelle-Zélande, l'Australie et la France. Pour développer ses capacités maritimes dans l'océan Pacifique, le PCC doit d'abord établir de bonnes relations avec les nations insulaires, puis repousser lentement la présence des États-Unis. [27]

John Henderson, un professeur de Nouvelle-Zélande, et Benjamin Reilly, un professeur en Australie, ont déclaré que l'objectif à long terme du PCC dans la région du Pacifique Sud est de remplacer les États-Unis comme superpuissance dans cette région. [28] Le PCC a investi d'énormes sommes d'argent en Mélanésie, en Micronésie et en Polynésie pour aider ces nations insulaires à construire des infrastructures. Il a fait la promotion du tourisme local et a mis à disposition des plates-formes de commerce électronique. Il dépasse les activités américaines dans la région. Ben Bohane, un auteur australien, a averti que l'Amérique perd son influence sur l'océan Pacifique au profit de la Chine. [29]

Après l'assistance financière et les investissements à grande échelle du PCC, le comportement arrogant de ses fonctionnaires reflète la vraie mentalité du PCC quand il est fort et qu'il a une haute opinion de ses capacités. Il essaie de traiter les peuples des autres nations comme il traite le peuple chinois sous son contrôle totalitaire. L'objectif du PCC est d'exiger l'obéissance des pays de force inférieure. Naturellement, on ne peut pas attendre du PCC qu'il respecte les réglementations et les protocoles internationaux.

Lors du sommet de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC) tenu fin 2018 en Papouasie-Nouvelle-Guinée, le comportement impoli et non civilisé des responsables chinois a offensé les gens du coin et ceux qui étaient présents. Les fonctionnaires chinois ont carrément empêché les journalistes (y compris ceux de Papouasie-Nouvelle-Guinée) d'interviewer les participants à un forum tenu entre le dirigeant chinois Xi Jinping et les dirigeants des nations insulaires du Pacifique. À la place, ils ont exigé que tous les journalistes se réfèrent au communiqué de presse de Xinhua.

Afin d'éviter que des déclarations condamnant le comportement déloyal du régime du PCC en matière de commerce ne soient rédigées dans un communiqué conjoint, les responsables chinois ont exigé de rencontrer le ministre des Affaires étrangères de Papouasie-Nouvelle-Guinée. Puisqu'une rencontre privée avec les fonctionnaires chinois aurait affecté sa position impartiale, il a refusé la demande.

De plus, les responsables chinois ont recouru aux hurlements et aux cris quand ils ont accusé d'autres pays de comploter contre la Chine. Un haut fonctionnaire américain a décrit le comportement des représentants du PCC à l'APEC comme une « *diplomatie de la colère* ». [30]

Les pièges de la dette permettent au PCC de prendre le contrôle des ressources de l'Asie centrale

Après la dissolution de l'Union soviétique, le PCC a déployé de grands efforts pour développer et consolider ses relations avec les pays d'Asie centrale, comme le Kazakhstan, le Kirghizistan, le Tadjikistan, le Turkménistan et l'Ouzbékistan. L'objectif de la stratégie du PCC en Asie centrale peut être vu sous plusieurs angles : d'une part, l'Asie centrale est une route terrestre inévitable dans l'expansion de la Chine vers l'ouest. De plus, lorsque la Chine construit des infrastructures pour le transport de marchandises à l'intérieur et à l'extérieur de la Chine, elle peut également développer ses intérêts commerciaux en Asie centrale. Deuxièmement, la Chine vise à s'emparer des ressources naturelles, y compris le charbon, le pétrole, le gaz et les métaux précieux, qui sont abondantes dans ces pays. D'autre part, en contrôlant les pays d'Asie centrale qui sont géographiquement et culturellement proches du Xinjiang, la Chine peut renforcer son contrôle sur les minorités ethniques du Xinjiang.

Même si le PCC n'a pas annoncé son désir de dominer l'Asie centrale, il a effectivement assumé le rôle le plus influent dans cette région. L'International Crisis Group, un groupe de réflexion basé à Bruxelles, a publié un rapport en 2013 affirmant que la Chine s'est développée rapidement en une puissance

économique dominante dans cette région en tirant profit des troubles sociaux en Asie centrale. Pékin voit l'Asie centrale comme une base d'approvisionnement en matières premières et en ressources et comme un marché pour ses produits à bas prix et de qualité inférieure. Entre-temps, le PCC a aussi versé des millions de dollars américains en investissements et en aide en Asie centrale au nom du maintien de la stabilité dans le Xinjiang. [31]

Un immense réseau d'autoroutes, de chemins de fer, de voies aériennes, de communications et d'oléoducs relie étroitement la Chine à l'Asie centrale. La China Road and Bridge Corporation et ses entrepreneurs ont été chargés de la construction des autoroutes, des chemins de fer et des lignes de transmission d'électricité en Asie centrale. Ils pavent des routes sur certains terrains parmi les plus dangereux et les plus complexes et construisent de nouvelles routes pour transporter les marchandises de la Chine vers l'Europe et le Moyen-Orient, ainsi que vers les ports du Pakistan et de l'Iran. Entre 1992 et 2012, au cours des deux décennies de relations diplomatiques entre la Chine et les cinq pays d'Asie centrale, le volume total des échanges commerciaux entre la Chine et l'Asie centrale a été multiplié par cent. [32]

En Asie centrale, le PCC a encouragé les investissements dans de grands projets d'infrastructure gérés par l'État et financés par le crédit. Certains chercheurs se sont rendu compte que de tels investissements pourraient former la base d'un nouvel ordre international dans lequel la Chine jouerait un rôle dominant. Vue sous cet angle, l'Asie centrale est un autre terrain d'essai, comme l'Australie, pour la révolution conceptuelle de la stratégie diplomatique du PCC. [33]

Pékin a tendance à soutenir les dirigeants autoritaires corrompus des pays d'Asie centrale, et ses projets d'investissement opaques sont considérés comme profitant principalement aux élites sociales locales. Le rapport de l'International Crisis Group note que chacun des gouvernements d'Asie centrale est faible, corrompu et en proie à des troubles sociaux et économiques. [34] Les grands projets d'infrastructure promus par Pékin ne sont pas seulement liés à des prêts massifs, mais impliquent également des approbations et des permis officiels, qui sont basés sur des intérêts particuliers. Cela engendre et aggrave la corruption dans ces régimes.

En Ouzbékistan, Islam Karimov, l'ancien premier secrétaire du Parti communiste de la République socialiste soviétique d'Ouzbékistan en URSS, a été le président du pays depuis l'indépendance en 1991 jusqu'à son décès en 2016. Après la chute de l'Union soviétique, l'Ouzbékistan a été sous la gouvernance autoritaire d'Islam Karimov pendant un autre quart de siècle.

En 2005, les forces gouvernementales ont affronté les manifestants dans la ville d'Andijan, dans l'est du pays, ce qui a fait des centaines de morts. Le PCC s'est positionné comme un allié d'Islam Karimov, apportant un soutien ferme, comme d'habitude, à l'Ouzbékistan et aux autres pays de la région dans leurs efforts pour sauvegarder le statu quo. [35]

Les structures économiques fragiles des pays d'Asie centrale, combinées aux prêts massifs pour les infrastructures consentis par la Chine, font que ces pays sont particulièrement susceptibles de tomber dans le piège chinois de la dette. Le Turkménistan souffre d'une grave crise économique, avec un taux annuel d'inflation de plus de 300 %, un taux de chômage estimé à plus de 50 %, de graves pénuries de nourriture et une corruption endémique. Aujourd'hui, la Chine est le seul client du gaz turkmène, [36] et est aussi le plus grand créancier de sa dette extérieure, qui s'élève à 9 milliards de dollars américains (estimée à 30 % du PIB en 2018). [37] Il est possible que le Turkménistan n'ait pas eu d'autre choix que de donner ses champs de gaz naturel à la Chine pour rembourser sa dette. [38] Ce pays a mis ses artères économiques entre les mains de Pékin.

Le Tadjikistan a emprunté plus de 300 millions de dollars américains à la Chine pour la construction d'une centrale électrique. Incapable de payer sa dette, le pays a transféré la propriété d'une mine d'or à la Chine afin de s'acquitter de ses dettes et engagements. [39]

L'économie kirghize est aussi en danger, car des projets d'infrastructure à grande échelle réalisés par le PCC là-bas l'ont aussi fait tomber dans le piège de la dette. Le pays est susceptible de donner une partie de ses ressources naturelles pour payer la dette. Le Kirghizistan a également coopéré avec les compagnies de communications chinoises Huawei et ZTE pour construire des outils de communication numérique afin de renforcer le contrôle du gouvernement sur la population, tout en laissant aussi à la Chine une porte dérobée pour étendre sa surveillance à ces pays. [40]

Pékin a tiré profit du vide du pouvoir après la dissolution de l'Union soviétique pour entrer dans le secteur énergétique kazakh. L'économie kazakh dépend de sa production de pétrole brut et des revenus du pétrole, en dollars américains, et est utilisée pour acheter des produits chinois bon marché. À part les forages pétroliers, les fondations industrielles de cette nation sont fragiles. Avec le flot de produits chinois bon marché sur son marché, l'industrie manufacturière kazakh s'est effondrée. [41]

Un autre raison de l'expansion du PCC en Asie centrale est la répression des dissidents ouïghours vivant en Asie centrale. La charte de l'Organisation de

coopération de Shanghai (OCS) signée par l'OCS, dirigée par la Chine, permet d'extrader des suspects vers les pays membres. Un pays membre peut même envoyer ses propres fonctionnaires dans un autre pays membre pour y mener une enquête. De cette façon, le PCC étend sa répression des Ouïghours à l'étranger et arrête les dissidents ouïghours qui ont trouvé refuge dans d'autres pays. [42]

Le PCC utilise des États pivots pour obtenir des ressources stratégiques

La mise en œuvre de la stratégie périphérique du Parti communiste a impliqué d'abord la création d'États pivots, qui servent ensuite de base pour atteindre des objectifs stratégiques dans toute la région. Selon les groupes de réflexion du Parti, les États pivots sont des pays qui ont une considérable puissance régionale, que Pékin a la capacité et les ressources de guider ; ils n'ont pas de conflits directs avec le PCC en termes d'intérêts stratégiques, et ne partagent pas d'intérêts proches avec les États-Unis. [43] En sus de l'Australie, le Kazakhstan, et d'autres pays susmentionnés, l'Iran au Moyen-Orient et le Myanmar sont des exemples de pays pivots pour le régime communiste chinois.

Au Moyen-Orient, l'Iran est le pays qui reçoit le plus d'investissements chinois. L'Iran est un important producteur de pétrole dans la région et est en opposition idéologique avec l'Occident depuis la fin des années 1970, ce qui en fait un partenaire économique et militaire naturel pour le PCC. Pékin a entretenu des relations économiques et militaires étroites avec l'Iran depuis les années 1980.

En 1991, l'Agence internationale de l'énergie atomique a découvert que le PCC a exporté de l'uranium vers l'Iran et que la Chine et l'Iran ont signé un accord nucléaire secret en 1990. [44] En 2002, quand le projet d'enrichissement d'uranium en Iran a été révélé, les compagnies pétrolières occidentales se sont retirées du pays, donnant au PCC une occasion de tirer profit de la situation et de cultiver des relations plus étroites avec l'Iran. [45]

Le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre le PCC et l'Iran s'est multiplié exponentiellement entre 1992 et 2011, se multipliant par plus de cent fois en dix-sept ans, même s'il y avait un ralentissement significatif à cause de la pression exercée par des sanctions internationales sur le régime iranien. [46] Grâce à l'assistance du PCC, l'Iran a pu surmonter l'isolement international qui lui a été imposé et a développé un large arsenal de missiles balistiques à courte et à moyenne portée, ainsi que des missiles de croisière anti-navire. Les Chinois lui ont aussi fourni des mines marines et des navires

d'attaque rapide, et ont aidé l'Iran à mettre sur pied un projet secret d'armes chimiques. [47]

Le Myanmar, pays voisin d'Asie du Sud, est un autre État pivot favorisé par le PCC. Le Myanmar a un long littoral, qui offre un accès stratégique à l'océan Indien. Le PCC considère l'ouverture d'un canal entre la Chine et le Myanmar comme une étape stratégique pour minimiser la dépendance vis-à-vis du détroit de Malacca. [48] Le mauvais bilan du gouvernement militaire birman en matière des droits de l'homme lui a valu d'être isolé par la communauté internationale. Le mouvement démocratique de 1988 au Myanmar a été finalement écrasé par la force militaire. L'année suivante, à Pékin, les tanks de l'APL ont ouvert le feu sur des manifestants pro-démocratie sur la place Tian'anmen.

Les deux gouvernements autoritaires, tous deux condamnés par la communauté internationale, ont trouvé un certain réconfort dans leur compagnie diplomatique et entretiennent depuis lors des relations étroites. En octobre 1989, Than Shwe, du Myanmar, a visité la Chine, et les deux parties ont signé un accord sur les armes de 1,4 milliard de dollars américains. [49] Dans les années 1990, les deux parties ont à nouveau conclu de nombreux accords d'armement. Le PCC a vendu au Myanmar des équipements comprenant des avions de chasse, des navires de patrouille, des chars et des véhicules blindés de transport de troupes, des canons antiaériens et des roquettes. [50] Le soutien militaire, politique et économique du PCC est donc devenu la planche de salut de la junte militaire birmane dans sa lutte continue pour la survie. [51]

En 2013, les Chinois ont investi 5 milliards de dollars américains dans l'oléoduc de pétrole brut et le gazoduc Chine-Myanmar, qui formeraient le quatrième plus grand conduit stratégique d'importation de pétrole et de gaz de Chine. Même s'il y a eu une forte opposition populaire, en 2017, ils sont entrés en service avec le soutien du PCC. [52] Des investissements similaires comprennent le barrage de Myitsone (actuellement en suspens en raison de l'opposition locale) et la mine de cuivre de Letpadaung. En 2017, le commerce bilatéral entre la Chine et le Myanmar a totalisé 13,54 milliards de dollars américains. Le PCC planifie actuellement la création d'un corridor économique entre la Chine et le Myanmar, dont 70 % des parts seraient détenues par la partie chinoise. Cela comprend : un port en eau profonde pour l'accès commercial à l'océan Indien, [53] et le parc industriel de la zone économique spéciale de Kyaukpyu. [54]

c. « Diviser et conquérir » en Europe sert à créer un clivage avec les États-Unis

Pendant la guerre froide, l'Europe était au centre de la confrontation entre le monde libre et le camp communiste. Les États-Unis et les nations d'Europe occidentale ont maintenu une alliance étroite via l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord. Après la guerre froide, l'Europe a commencé à décliner en termes d'importance économique et politique.

Afin de creuser un fossé entre l'Europe et les États-Unis, le PCC a adopté une stratégie de diviser et conquérir les pays européens, en s'adaptant aux conditions locales pour pénétrer et développer progressivement son influence en Europe. Ces dernières années, les différences entre l'Europe et les États-Unis sur de nombreuses questions importantes sont devenues de plus en plus évidentes. Le PCC y est pour quelque chose.

Après la crise financière de 2008, le PCC a exploité le fait que des économies européennes plus faibles avaient un besoin urgent d'investissements étrangers. Le PCC a injecté d'importantes sommes d'argent dans ces pays en échange de compromis sur des questions telles que l'état de droit international et les droits de l'homme. Le PCC a utilisé cette méthode pour créer et élargir les fissures entre les pays européens, et ensuite en a récolté les bénéfices. Les pays visés par le PCC comprennent la Grèce, l'Espagne, le Portugal et la Hongrie.

Après la crise de la dette souveraine en Grèce, le PCC a investi massivement là-bas, échangeant de l'argent contre une influence politique, et utilisant la Grèce comme une ouverture pour construire plus d'influence en Europe. En quelques années, le PCC a obtenu une concession de trente-cinq ans pour les deuxième et troisième terminaux à conteneurs du port autonome du Pirée, le plus grand port de la Grèce, et a repris la principale plate-forme de transbordement du port.

En mai 2017, la Chine et la Grèce ont signé un plan d'action de trois ans couvrant les chemins de fer, les ports, la construction de réseaux d'aéroports, les réseaux d'énergie électrique et les investissements dans les centrales électriques. [55] L'investissement du PCC a déjà eu des retombées politiques. Depuis 2016, la Grèce, un membre de l'Union européenne, s'est maintes fois opposée aux propositions de l'Union européenne qui critiquaient les politiques du régime communiste chinois et son bilan en matière des droits de l'homme. De nombreuses déclarations potentielles de l'Union européenne à cet effet ne se sont pas concrétisées. En août 2017, un commentaire publié par le *New York Times* a déclaré : « *La Grèce a embrassé les avancées de la Chine, son plus ardent et ambitieux prétendant géopolitique.* » [56]

En 2012, le régime communiste chinois a lancé un cadre de coopération avec seize pays d'Europe centrale et orientale appelé « 16+1 ». La Hongrie a été le premier pays à se joindre à l'initiative et le premier pays européen à signer un accord dans le cadre de la nouvelle route de la soie avec la Chine. En 2017, le volume des échanges commerciaux bilatéraux entre la Chine et la Hongrie a dépassé 10 milliards de dollars américains. Comme la Grèce, la Hongrie s'est opposée à plusieurs reprises aux critiques de l'Union européenne sur les violations des droits de l'homme commises par le PCC. [57] Le président de la République tchèque a engagé un riche homme d'affaires chinois pour être son conseiller personnel et a gardé ses distances avec le Dalai Lama. [58]

Parmi les seize pays compris dans le cadre de coopération, onze sont des pays de l'Union européenne, et cinq ne font pas partie de l'Union européenne. Le PCC a proposé un nouveau modèle de coopération régionale, dont l'intention – diviser l'Union européenne – est évidente. En outre, parmi les seize pays, beaucoup sont des pays socialistes de longue date. Ces pays ont tous une histoire de gouvernance communiste et ont préservé de nombreuses traces idéologiques et organisationnelles de ces régimes. Dans une certaine mesure, se conformer aux exigences du PCC leur vient naturellement.

Il y a de nombreux petits pays en Europe, et il est difficile pour un pays quelconque de concurrencer le PCC. Le Parti s'en est servi pour traiter avec chaque gouvernement individuellement, en les intimidant pour qu'ils gardent le silence sur les violations des droits de l'homme et la politique étrangère pernicieuse de la Chine.

L'exemple le plus typique est celui de la Norvège. En 2010, le comité norvégien du prix Nobel a décerné le Prix de la paix à un dissident chinois incarcéré. Le PCC s'est rapidement vengé en mettant en place divers obstacles pour empêcher la Norvège d'exporter du saumon vers la Chine, ainsi qu'en créant d'autres difficultés. Six ans plus tard, les relations entre les deux pays ont été « normalisées », mais la Norvège est restée silencieuse sur les questions des droits de l'homme en Chine. [59]

Les puissances traditionnelles d'Europe occidentale ont aussi senti l'influence croissante du PCC. L'investissement direct de la Chine en Allemagne a augmenté considérablement depuis 2010. En 2016 et en 2017, la Chine était le plus grand partenaire commercial de l'Allemagne. En 2016, cinquante-six entreprises allemandes ont été acquises par des investisseurs de la Chine continentale et de Hong Kong, avec des investissements atteignant une somme aussi élevée que 11 milliards €. Ces fusions et acquisitions ont permis aux entreprises chinoises de pénétrer rapidement le marché et d'acquérir une

technologie, des marques et d'autres actifs occidentaux de pointe. [60] Le groupe de réflexion américain, Hoover Institution, dans un rapport de 2018, a qualifié de « arsenalisation » cet investissement du PCC. [61]

La ville industrielle de Duisbourg, dans l'ouest de l'Allemagne, est devenue le point de transit européen de la nouvelle route de la soie. Chaque semaine, trente trains remplis de marchandises chinoises arrivent dans la ville, où elles sont ensuite transportées séparément vers d'autres pays. Le maire de Duisbourg a mentionné que Duisbourg est la « ville chinoise » de l'Allemagne. [62]

Dans ses relations avec la France, le PCC a longtemps utilisé une stratégie de « diplomatie des transactions ». Par exemple, quand Jiang Zemin, le dictateur du PCC de l'époque, a visité la France en 1999, il a acheté près de trente avions Airbus, pour une valeur totale de 15 milliards de francs. Cette vente massive a conduit le gouvernement français à soutenir l'admission de la Chine à l'OMC. Après le massacre de la place Tian'anmen, la France est devenue le premier pays occidental à établir un partenariat stratégique global avec la Chine. Le président français d'alors a été le premier en Occident à s'opposer aux critiques contre la Chine lors de la conférence annuelle à Genève de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, le premier à plaider fermement en faveur de la levée de l'embargo sur les armes imposé par l'UE à la Chine, et le premier chef d'un gouvernement occidental à faire l'éloge du PCC. [63] En outre, le PCC a mis en place à grande échelle les Semaines de la culture chinoise en France à un stade précoce de son activité d'expansion, afin de promouvoir l'idéologie communiste sous le couvert d'échanges culturels. [64]

Le Royaume-Uni, traditionnellement un puissant pays européen et un important allié des États-Unis, est aussi une des cibles les plus prisées du PCC. Le 15 septembre 2016, le gouvernement britannique a officiellement approuvé le lancement du projet d'unité nucléaire Hinkley Point C, une co-entreprise entre la Chine et un consortium français. La centrale nucléaire Hinkley Point C est une centrale nucléaire située dans le Somerset, dans le sud-ouest de l'Angleterre, avec une capacité installée de 3 200 mégawatts.

Le projet a été sévèrement critiqué par des experts, y compris des ingénieurs, des physiciens, des environnementalistes, des experts de la Chine et des analystes d'affaires, qui ont en particulier évoqué les énormes dangers dissimulés pour la sécurité nationale britannique. Nick Timothy, ancien chef d'état-major de la Première ministre Theresa May, a souligné que des experts en sécurité – apparemment à l'intérieur comme à l'extérieur du gouvernement

– « craignent que les Chinois puissent utiliser leur rôle pour créer des faiblesses dans le système informatique, ce qui leur permettrait d'arrêter la production d'énergie britannique à volonté ». [65] *The Guardian* appelle cela « le 'terrible accord' derrière la centrale électrique la plus chère au monde ». [66]

Comme dans d'autres parties du monde, les méthodes utilisées par le régime communiste chinois pour étendre son influence en Europe sont largement répandues et légion. Elles consistent entre autres à acquérir des entreprises européennes de haute technologie, à contrôler les actions des ports importants, à soudoyer des politiciens retraités pour qu'ils fassent l'éloge de la plateforme du PCC, à inciter les sinologues à chanter les louanges du PCC, à pénétrer les universités, les groupes de réflexion et les instituts de recherche, etc. [67] L'édition en langue anglaise du *China Daily*, contrôlé par le PCC, a une insertion d'une page mensuelle dans le journal britannique établi de longue date, *The Daily Telegraph* ; les insertions contiennent des articles glorifiant le régime communiste chinois. Pékin paie au *Daily Telegraph* jusqu'à 750 000 £ par an pour les insertions. [68]

Les activités du PCC en Europe ont suscité de grandes inquiétudes chez les chercheurs. L'Institut mondial de politique publique (*Global public policy Institute*), un groupe de réflexion de premier plan en Europe basé à Berlin, a publié un rapport de recherche en 2018 révélant les activités d'infiltration du PCC en Europe :

« La Chine dispose d'un ensemble complet et flexible d'outils d'influence, allant du visible au secret, déployé principalement dans trois domaines : les élites politiques et économiques, les médias et l'opinion publique, et la société civile et le monde universitaire. En étendant son influence politique, la Chine tire profit de l'ouverture unilatérale de l'Europe. Les portes de l'Europe sont grandes ouvertes, tandis que la Chine cherche à restreindre étroitement l'accès aux idées, aux participants et aux capitaux étrangers. »

« Les effets de cette relation politique asymétrique commencent à se manifester en Europe. Les États européens ont de plus en plus tendance à ajuster leurs politiques en fonction d'une 'obéissance préventive' afin de s'attirer les bonnes grâces des Chinois. Les élites politiques au sein de l'Union européenne (UE) et dans le voisinage européen ont commencé à adopter la rhétorique et les intérêts chinois, y compris là où ils sont en contradiction avec les intérêts nationaux et/ou européens. L'unité de l'UE a souffert des tactiques chinoises de division et de domination, en particulier en ce qui concerne la protection et la projection des valeurs libérales et des droits de l'homme. Pékin »

bénéficie également des ‘services’ de facilitateurs volontaires parmi les classes politiques et professionnelles européennes qui sont heureux de promouvoir les valeurs et les intérêts chinois. La Chine n’est pas la seule à tenter de se constituer activement un capital politique, il y a aussi beaucoup d’influence de la part des élites politiques des États membres de l’UE qui cherchent à attirer l’argent chinois ou à obtenir une plus grande reconnaissance sur la scène mondiale. » [69]

En plus de l’infiltration politique, économique et culturelle en Europe, le PCC s’est aussi engagé dans diverses formes d’espionnage. Le 22 octobre 2018, le journal français *Le Figaro* titrait : « Les révélations du Figaro sur le programme d’espionnage chinois qui vise la France ». À travers une série exclusive de reportages spéciaux, *Le Figaro* a révélé les diverses activités d’espionnage du PCC en France. Il a notamment montré comment des sites de réseaux sociaux d’entreprises, en particulier LinkedIn, étaient utilisés pour recruter des Français pour qu’ils fournissent des informations au PCC dans le but d’infiltrer les sphères politique, économique et stratégique de la France et d’acquérir une compréhension approfondie de l’intérieur, dans des situations spécifiques. Le reportage a aussi indiqué que de tels cas ne sont que la pointe émergée de l’iceberg des opérations d’espionnage du PCC en France. [70] Le but du PCC est le pillage à grande échelle d’informations sensibles concernant l’État français et ses actifs économiques. Des activités d’espionnage similaires ont aussi eu lieu en Allemagne. [71]

d. Le PCC exporte le « modèle chinois » pour coloniser l’Afrique

Après la Seconde Guerre mondiale, de nombreux pays africains ont connu la décolonisation et ont obtenu leur indépendance. Le continent a progressivement perdu l’attention de l’Occident, à mesure que la technologie et les capitaux ont été transférés des pays occidentaux vers la Chine. Fort de ces ressources, le Parti communiste chinois a ensuite régulièrement empiété sur l’Afrique. Les forces du PCC ont commencé à remplacer ce que les puissances souveraines occidentales avaient mis en place dans les pays africains et à infiltrer leurs politiques, leurs économies et leurs sociétés.

D’une part, le PCC a courtisé les États africains sous la bannière de l’aide au développement de ces pays, créant ainsi un front uni contre les États-Unis et d’autres pays libres au sein des Nations unies. D’autre part, par la corruption économique et l’aide militaire, le PCC a manipulé implacablement les gouvernements africains et les groupes d’opposition, contrôlant les affaires des pays africains tout en leur imposant le modèle chinois et ses valeurs.

De 2001 à 2010, la Banque d'import-export de Chine, contrôlée par le PCC, a fourni des prêts pour 62,7 milliards de dollars américains aux pays africains. En apparence, les prêts ne semblaient pas assortis de conditions politiques et les taux d'intérêts étaient relativement bas. Cependant, comme les accords de prêt prévoyaient d'utiliser les ressources naturelles comme nantissement, le PCC venait en fait d'obtenir tous les droits pour extraire des quantités massives de ressources de ces pays.

En 2003, le prêt accordé par la Banque d'import-export de Chine à l'Angola a utilisé le pétrole brut comme garantie dans ce qu'on appelle le « modèle Angola ». La situation suivante s'est développée : *« Il y a des Chinois pour forer le pétrole et ensuite le pomper dans les oléoducs chinois gardés par des hommes forts chinois en route vers un port construit par des Chinois, où il est chargé dans des pétroliers chinois en direction de la Chine. Des Chinois pour armer un régime qui commet des crimes contre l'humanité ; et des Chinois pour protéger ce régime et le défendre au Conseil de sécurité des Nations unies. »* [72]

En 2016, la Chine est devenue le plus grand partenaire commercial et investisseur direct étranger de l'Afrique. [73] En Afrique, le modèle de gestion du PCC a été vertement critiqué pour ses nombreux défauts : salaires bas, mauvaises conditions de travail, produits de mauvaise qualité, « ingénierie tofu-dreg » (un terme désignant la mauvaise qualité de construction des bâtiments dans la province chinoise du Sichuan, qui a fait de nombreux morts à la suite du tremblement de terre de 2008), la pollution de l'environnement, la corruption des fonctionnaires et autres pratiques malhonnêtes. Les activités minières de la Chine en Afrique ont fréquemment fait l'objet de protestations de la population locale.

Michael Sata, ancien président de la Zambie, a déclaré au cours de sa campagne présidentielle en 2007 : *« Nous voulons que les Chinois partent et que les anciens dirigeants coloniaux reviennent. Ils ont aussi exploité nos ressources naturelles, mais au moins ils ont pris soin de nous. Ils ont construit des écoles, nous ont enseigné leur langue, et nous ont apporté la civilisation britannique. Au moins, le capitalisme occidental a un visage humain ; les Chinois ne cherchent qu'à nous exploiter. »* [74] En Zambie, l'influence chinoise est visible partout. M. Sata n'a pas eu d'autre choix que de conclure des accords avec le PCC. Une fois au pouvoir, il a immédiatement rencontré l'ambassadeur chinois, et en 2013, il a visité la Chine.

Le Soudan a été l'une des premières bases que le PCC a établies en Afrique, et au cours des vingt dernières années, l'investissement du PCC dans ce pays du

nord-est a connu une croissance exponentielle. En plus des réserves abondantes de pétrole du Soudan, sa situation stratégique au bord de la mer Rouge était vitale pour les projets du PCC. [75] Dans les années 1990, lorsque le Soudan a été isolé par la communauté internationale à cause de son soutien au terrorisme et à l'islamisme radical, le PCC en a profité pour devenir rapidement le plus grand partenaire commercial du Soudan, achetant la plupart de ses exportations de pétrole. [76] L'investissement du PCC a aidé le régime totalitaire de Bashir à survivre et à se développer en dépit du fait qu'il était restreint par l'Occident. L'armée du PCC a même exporté des armes vers le Soudan durant cette période, facilitant indirectement le génocide du Darfour au Soudan au début de ce siècle.

Au sein de la communauté internationale, le PCC a joué un rôle à deux faces : pendant que la Chine a envoyé une équipe de maintien de la paix aux Nations unies pour servir de médiateur dans le conflit au Soudan, Pékin a aussi ouvertement invité le président soudanais, un criminel recherché par la Cour pénale internationale pour crimes contre l'humanité, à visiter la Chine. Le PCC a déclaré que peu importe comment le monde changerait, peu importe la situation au Soudan, la Chine serait toujours l'amie du Soudan. [77]

Le PCC ne ménage pas ses efforts pour courtiser les pays en voie de développement. Le Forum sur la coopération sino-africaine (FOCAC) a été créé en 2000, avec sa première conférence ministérielle qui s'est tenue à Pékin. Lors des forums suivants qui se sont tenus pendant des années clés, les dirigeants du PCC ont jeté l'argent sur l'Afrique. En 2000, lors de la réunion inaugurale, Jiang Zemin, alors chef du PCC, a annoncé un allègement de la dette de 10 milliards de yuans pour les pays pauvres d'Afrique. En 2006, quand Pékin a accueilli le premier sommet du Forum sur la coopération sino-africaine, le PCC a non seulement annoncé l'allègement de la dette, à partir de la fin 2005, pour des pays africains pauvres avec lesquels il entretenait des relations diplomatiques, mais il a aussi envoyé plus de 10 milliards de dollars américains en financement, en crédits, en bourses et divers projets d'aide. [78]

En 2015, lors du sommet de Johannesburg, en Afrique du Sud, le PCC a annoncé qu'il fournirait un capital de 60 milliards de dollars américains pour travailler avec les pays africains à la réalisation des dix plans de coopération majeurs. [79] Le 28 août 2018, le vice-ministre du commerce du PCC a noté que « 97 % des produits de trente-trois des pays africains les moins développés sont exempts de droits de douane ». [80] Le 3 septembre 2018, lors du Forum de coopération sino-africaine qui s'est tenu à Pékin, le PCC s'est encore engagé à fournir à l'Afrique 60 milliards de dollars américains d'aide sans aucune condition, des prêts sans intérêt, et des capitaux et des investissements pour

des projets spécifiques. En même temps, le PCC a promis que pour les pays africains ayant des relations diplomatiques avec le PCC, il annulerait leurs dettes inter-gouvernementales arrivant à échéance fin 2018. [81]

Après plusieurs décennies de minutieux efforts, grâce au commerce et aux échanges, le PCC a eu le contrôle sur l'économie de l'Afrique. En utilisant des incitations économiques, il a racheté de nombreux gouvernements africains, de sorte qu'ils suivent toutes les instructions de Pékin. Le monde extérieur a remarqué comment le régime du PCC tente de conquérir l'Afrique, et comment il utilise l'Afrique comme scène pour promouvoir et défendre le modèle du Parti. Un spécialiste dans l'establishment du régime communiste chinois a déclaré : « *Le progrès de la Chine au cours de ces quarante dernières années a prouvé qu'il n'a pas besoin de faire ce que l'Occident a fait pour réussir. L'histoire n'est pas encore terminée. Son impact sur l'Afrique est au-delà de ce que vous pouvez imaginer.* » [82]

Suivant la Chine, l'ancien Premier ministre éthiopien, Meles Zanawi, a établi un plan quinquennal pour l'Éthiopie. L'organisation et la structure du parti au pouvoir, le Front démocratique révolutionnaire du peuple éthiopien (FDRPE), a aussi une ressemblance frappante avec le régime du PCC. Une source anonyme au sein du ministère des Affaires étrangères chinois a déclaré que de nombreux hauts fonctionnaires du FDRPE s'étaient rendus en Chine pour étudier et suivre une formation, et que les enfants de nombreux fonctionnaires importants sont aussi allés en Chine pour leur éducation. C'était encore plus évident au niveau ministériel, où pratiquement tous les fonctionnaires lisaient les *Écrits choisis* de Mao Zedong. [83]

En mars 2013, lors du sommet du Brics (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), le Premier ministre éthiopien a déclaré que la Chine était à la fois un partenaire commercial et un modèle de développement pour l'Éthiopie. Aujourd'hui, l'Éthiopie est appelée la « nouvelle Chine » de l'Afrique. La surveillance et la censure d'Internet, la nature totalitaire de son gouvernement, le contrôle des médias et autres sont tous coulés dans le même moule que celui de la Chine. [84]

L'Éthiopie n'est pas le seul exemple. En 2018, le Département international du Comité central du PCC a organisé le 4e forum des Jeunes dirigeants Chine-Afrique (China-Africa Young Leaders) et le 2e forum des Partis politiques Chine-Amérique latine (China-Latin America Political Parties) à Shenzhen, dans le Guangdong. La formation s'adressait aux dirigeants et aux responsables gouvernementaux.

Yun Sun, co-directrice du Programme Chine au Stimson Center, basé à Washington, a déclaré que ce type de formation politique consistait à exporter le modèle chinois vers les pays en voie de développement. Elle a ajouté :

« Ils ont organisé ce type de formation politique avec trois objectifs en tête. Le premier : que le régime du PCC est légitime – il tente de dire au monde comment le PCC a réussi à gérer avec succès la Chine et comment ce succès pourrait être reproduit dans les pays en voie de développement. Le deuxième : que le PCC cherche à promouvoir l'expérience que la Chine a eue dans son développement, au cours du soi-disant 'échange d'idées sur la façon de gouverner le pays'. Même si le PCC n' 'exporte pas la révolution' explicitement, il exporte assurément son approche idéologique. Le troisième objectif est de renforcer les échanges entre la Chine et l'Afrique. » [85]

e. Progresser en Amérique latine, empiéter sur les plates-bandes de l'Amérique

Étant géographiquement proche des États-Unis, l'Amérique latine a toujours été dans la sphère d'influence des États-Unis. Bien qu'un certain nombre de régimes socialistes soient apparus en Amérique latine lorsque la marée du communisme a déferlé sur le monde au milieu du XXe siècle, ces influences extérieures n'ont jamais constitué une menace pour les États-Unis.

Après l'effondrement de l'Union soviétique, le PCC a commencé à viser l'Amérique latine. Sous la bannière de la « coopération Sud-Sud », elle a commencé à s'infiltrer dans tous les secteurs de la société de la région, pénétrant des domaines comme l'économie, le commerce, l'armée, la diplomatie, la culture, etc. Les gouvernements de nombreux pays d'Amérique latine, comme le Vénézuéla, Cuba, l'Équateur et la Bolivie, étaient déjà hostiles aux États-Unis ; le PCC en a fait pleinement usage lorsqu'il a étendu ses tentacules à travers l'océan, aggravant encore les tensions que ces nations avaient avec les États-Unis et renforçant leur position anti-américaine.

D'une part, cela allait affaiblir l'avantage des États-Unis dans la région. D'autre part, le PCC permettait d'opérer librement sur les plates-bandes américaines, soutenir les régimes socialistes d'Amérique latine et jeter ainsi les bases d'une confrontation à long terme avec les États-Unis. Il n'est pas exagéré de dire que l'infiltration et l'influence du PCC en Amérique latine ont largement dépassé les résultats obtenus par l'Union soviétique.

Pour commencer, le PCC a utilisé le commerce extérieur et les investissements pour étendre son influence en Amérique latine. Selon un rapport du groupe de réflexion américain Brookings Institution, en 2000, le commerce de la Chine avec l'Amérique latine n'était que de 12 milliards \$ US mais, en 2013, il avait

grimpé à 260 milliards \$ US, soit une augmentation de plus de vingt fois. Avant 2008, les engagements de la Chine en matière de prêts ne dépassaient pas un milliard \$ US, mais en 2010, ils étaient passés à 37 milliards \$ US. [86] De 2005 à 2016, la Chine s'est engagée à prêter 141 milliards \$ US aux pays d'Amérique latine. Aujourd'hui, les prêts de la Chine ont dépassé ceux de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement réunis. Le PCC a également promis qu'il fournirait à l'Amérique latine 250 milliards \$ US d'investissements directs d'ici 2025 et que le commerce bilatéral entre la Chine et l'Amérique latine atteindrait 500 milliards de dollars US. L'Amérique latine est actuellement la deuxième cible d'investissement de la Chine, directement après l'Asie.

Pour de nombreux pays d'Amérique du Sud, la Chine a dominé le commerce extérieur. Les trois plus grandes économies d'Amérique latine – le Brésil, le Chili et le Pérou – ont la Chine comme principal partenaire commercial. La Chine est le deuxième plus grand partenaire commercial pour l'Argentine, le Costa Rica et Cuba. Avec la construction d'une autoroute en Équateur, des projets de port au Panama et un projet de câble à fibres optiques allant de la Chine au Chili, l'influence de la Chine dans toute l'Amérique latine est évidente. [87]

Pendant ce temps, le PCC a déployé ses entreprises d'État pour faire de l'Amérique latine sa base de ressources, avec par exemple le vaste investissement de Baosteel au Brésil et le contrôle que Shougang exerce sur les mines de fer du Pérou. Le PCC a également montré un grand intérêt pour le pétrole de l'Équateur ainsi que le pétrole et les mines d'or du Venezuela.

En outre, le PCC investit massivement dans les infrastructures d'Amérique latine. En Argentine, le PCC a promis d'investir 25 millions \$ US dans les ports qui transportent des denrées alimentaires et d'investir 250 millions \$ US dans les autoroutes reliant l'Argentine au Chili. [88]

Dans le domaine militaire, le PCC a intensifié son infiltration en Amérique latine dans sa portée et sa profondeur. Jordan Wilson, chercheur à la Commission d'examen économique et de sécurité États-Unis-Chine, a constaté que, depuis 2000, le PCC est passé de ventes militaires de bas niveau à des ventes militaires haut de gamme, atteignant 100 millions \$ US d'exportations en 2010. Surtout au cours des années qui se sont écoulées depuis 2004, les exportations militaires du PCC vers l'Amérique latine ont considérablement augmenté. Les destinataires de ces ventes d'armes étaient tous anti-américains, tels que le Venezuela. Parallèlement, l'engagement militaire a

augmenté, comme les échanges de formation et les exercices militaires conjoints. [89]

Lors du sommet bilatéral Chine-Argentine qui s'est tenu à Pékin en 2015, les accords entre les deux pays étant finalisés, ils ont marqué une nouvelle phase de coopération militaire entre les deux pays. Cela comprenait la production conjointe de produits haut de gamme, y compris la création de la première station de suivi spatial et de contrôle du PCC dans l'hémisphère Sud, à l'intérieur des frontières de l'Argentine. Cela comprenait également la vente d'avions de chasse de fabrication chinoise à l'Argentine, pour une valeur totale se situant entre 500 millions \$ US et 1 milliard \$ US, dépassant les exportations totales d'armes du PCC de 130 millions \$ US en 2014 pour toute l'Amérique latine.

Le PCC développe rapidement des liens avec l'Amérique latine sous différents aspects : diplomatiques, économiques, culturels et militaires. En 2015, de nouvelles exigences décrites dans un *Livre blanc sur la défense* par le PCC « assignent spécifiquement l'APL [l'Armée populaire de libération – l'armée du PCC] à « participer activement à la coopération régionale et internationale en matière de sécurité et à protéger efficacement les intérêts de la Chine à l'étranger ». [90]

Sur le plan diplomatique, en raison des incitations et des menaces du PCC, le Panama, la République dominicaine et le Salvador ont choisi de rompre leurs relations diplomatiques avec la République de Chine (Taïwan) et d'accueillir la République populaire communiste de Chine (RPC). En juin 2017, le Panama a annoncé qu'il avait établi des relations avec la RPC et avait cessé ses relations diplomatiques avec Taïwan, qui avaient duré plus d'un siècle. Il y a trois ans, le PCC a commencé à planifier activement d'investir dans les infrastructures du Panama, telles que les ports, les chemins de fer et les autoroutes, le montant total des investissements atteignant 760 milliards de TWD (environ 24 milliards \$ US). [91] La Chine a déjà acquis le contrôle des deux extrémités du canal de Panama, qui revêt une grande importance stratégique internationale.

Le PCC a également investi près de 30 milliards \$ US dans le port de La Unión au Salvador. En juillet 2018, l'ambassadeur des États-Unis au Salvador, Jean Manes, a mis en garde dans *El Diario De Hoy* (journal d'aujourd'hui) que les investissements chinois à La Unión avaient un objectif militaire et méritaient une attention particulière. [92]

Sur le plan culturel, le PCC a créé trente-neuf instituts Confucius et onze salles de classe Confucius en Amérique latine et dans les Caraïbes, avec un total de

50 000 inscriptions. [93] Les instituts Confucius ont été identifiés comme des institutions utilisées par le PCC pour espionner ainsi que pour transmettre la culture du Parti et l'idéologie du PCC sous le couvert de la culture traditionnelle chinoise.

L'expansion et l'infiltration du régime du PCC en Amérique latine constituent une sérieuse menace pour les États-Unis. En utilisant l'accès au marché chinois, la dépendance à l'égard des investissements économiques et de l'aide militaire pour influencer les politiques des gouvernements latino-américains, la Chine est en mesure de les entraîner dans sa propre sphère d'influence et de les opposer aux États-Unis. Les canaux, les ports, les chemins de fer et les installations de communication construits par le PCC sont tous des outils importants qui seront utilisés à l'avenir pour étendre et établir son hégémonie mondiale.

f. La Chine communiste affiche ses ambitions militaires

Au salon aéronautique de Zhuhai en Chine en 2018, les débuts du drone CH 7 Rainbow ont attiré l'attention des experts militaires. La série Rainbow signifie que la Chine a rattrapé son retard dans la technologie de développement des drones armés. Un grand nombre de CH 4 Rainbow ont pris le contrôle des marchés militaires de la Jordanie, de l'Irak, du Turkménistan et du Pakistan, ces pays n'étaient pas autorisés à acheter de drones armés des États-Unis. [94] Le dernier CH 7 Rainbow, à certains égards, est aussi bien équipé que le X 47B, le meilleur des États-Unis. Un observateur a remarqué que le dernier CH 7 avait été dévoilé lors du salon aéronautique de 2018 en Chine avant d'être testé par l'APL. [95] La vidéo diffusée lors du salon aéronautique simulait les drones combattant l'ennemi, qui était clairement l'armée américaine. [96] Toutes ces mesures montrent clairement l'ambition de la Chine de défier l'hégémonie américaine.

Ces dernières années, alors que la puissance militaire de la Chine se développait, son ambition ne pouvait pas passer inaperçue. Des navires chinois ont suivi et harcelé un navire de surveillance américain (*USNS Impeccable*) dans la mer de Chine méridionale alors qu'il effectuait des opérations de routine dans les eaux internationales. [97]

Un incident similaire s'est produit plus tard dans les eaux internationales de la mer Jaune. Les navires chinois se sont rapprochés à plusieurs reprises du *USNS Victorious*. Ils sont venus à moins de 30 mètres du navire américain, le forçant à faire un arrêt soudain et dangereux. [98] L'incident le plus récent s'est produit en septembre 2018, lorsqu'un navire de guerre chinois a mené des manœuvres agressives avertissant l'*USS Decatur* de quitter la région. Le

navire chinois s'est approché à moins de 45 mètres de la proue du navire américain, forçant le *Decatur* à manœuvrer pour éviter une collision. [99]

Le régime du PCC a révélé ses ambitions militaires il y a longtemps. Sa stratégie consiste à passer d'une puissance terrestre à une superpuissance maritime et, à terme, à établir l'hégémonie sur terre et sur mer. En 1980, la stratégie de Pékin était de mener une défense active, son objectif était principalement de défendre ses propres frontières. À l'époque, son principal adversaire était l'armée soviétique. En 2013, la défense de première ligne de Pékin est devenue une offensive active dans le but d'élargir sa ligne de front. Elle proposait « *l'attaque stratégique comme un type important de défense active* ». [100]

En 2015, un théoricien militaire chinois et auteur de *Unrestricted Warfare: China's Master Plan to Destroy America* (une guerre sans limites : le plan directeur de la Chine, détruire l'Amérique) a fait les déclarations suivantes : « *La politique de l'initiative 'la Ceinture et la Route' exige que l'armée ait des capacités expéditionnaires.* » « *Les forces terrestres chinoises doivent rebondir et se révolutionner.* » « *Les intérêts nationaux qui accompagnent la Ceinture et la Route incitent énormément l'armée chinoise à se réformer.* » [101] Tout cela alimente l'objectif de Pékin de devenir une superpuissance terrestre.

Le ministère américain de la Défense a déclaré dans son rapport annuel au Congrès en 2018 :

« *L'accent mis par la Chine sur le secteur maritime et l'attention portée aux missions de protection de ses intérêts à l'étranger ont propulsé de plus en plus l'APL au-delà des frontières de la Chine et de sa périphérie immédiate. L'évolution de l'objectif de [la marine chinoise, nommée PLAN en anglais] – de la 'défense des eaux du large' à un mélange de 'défense des eaux du large' et de 'protection des mers ouvertes' – reflète l'intérêt croissant du haut commandement pour une portée opérationnelle plus large. La stratégie militaire de la Chine et la réforme de l'APL en cours reflètent l'abandon de sa mentalité historiquement centrée sur la terre. De même, les références doctrinales à la 'défense de pointe' qui éloigneraient les conflits potentiels du territoire chinois suggèrent que les stratèges de l'APL envisagent un rôle de plus en plus mondial.* » [102]

L'objectif de la Chine est d'abord de franchir les frontières de la première chaîne insulaire et de se diriger vers les eaux libres des océans Pacifique et Indien. La première chaîne d'îles s'étend des îles Kouriles au nord aux îles de

Taiwan et de Bornéo au sud. La chaîne entoure la mer Jaune, la mer de Chine orientale et l'océan Pacifique occidental.

L'expansion de la Chine dans la mer de Chine méridionale avait pour but de percer la première chaîne insulaire. La Chine a construit des îles et des îlots de récifs militarisés dans la mer de Chine méridionale. Elle les a équipés d'aéroports, de base côtière pour des avions et de missiles. Actuellement, trois îlots stratégiquement importants dans la mer de Chine méridionale, à savoir le récif Fiery Cross, le récif Subi et le récif Mischief, ont été fortifiés avec des missiles de croisière anti-navires, des missiles sol-air et des aérodromes. Les îles sont essentiellement formées de porte-avions fixes qui peuvent être utilisés en cas de conflit militaire. Au niveau stratégique, la marine chinoise est capable de franchir les frontières de la première chaîne insulaire et a la capacité de combattre en haute mer.

Steve Bannon, ancien stratège en chef de la Maison-Blanche, a déclaré à plusieurs reprises que les États-Unis se dirigeaient vers un conflit militaire avec la Chine. « *Nous allons faire la guerre dans la mer de Chine méridionale dans cinq à dix ans* », a-t-il déclaré en mars 2016. « *Cela ne fait aucun doute.* » [103]

Lawrence Sellin, ancien colonel de l'armée américaine et commentateur militaire, a dit : « *La Chine tente maintenant d'étendre son influence internationale au-delà de la mer de Chine méridionale en établissant un lien similaire de domination dans le nord de l'océan Indien. Si elle a l'opportunité d'établir ce lien, la Chine pourrait être dans une position inattaquable pour exercer son autorité sur environ la moitié du PIB mondial.* » [104]

La domination de la mer de Chine méridionale n'est pas une question de territoire, mais de stratégie globale. Chaque année, près de 5 000 milliards \$ US de marchandises transitent par la mer de Chine méridionale. [105] Pour la Chine, sa route maritime de la soie commence par la mer de Chine méridionale, et on estime que 80 % de ses importations de pétrole devraient transiter par la région. [106] Le maintien de la paix dans la mer de Chine méridionale après la Seconde Guerre mondiale est revenu aux États-Unis et à leurs alliés. Cela représente une grande menace pour le régime chinois, qui se prépare à entrer en guerre avec les États-Unis et considère la mer de Chine méridionale comme un domaine clé pour sa croissance économique et son expansion militaire.

Taylor Fravel, professeur de science politique Arthur et Ruth Sloan au Massachusetts Institute of Technology (MIT), a souligné un fait intéressant après avoir compris comment la Chine avait résolu ses différends territoriaux

dans l'histoire. Depuis 1949, la Chine a engagé vingt-trois conflits territoriaux avec ses voisins. Elle a réglé dix-sept de ces différends. Dans quinze de ces colonies, Pékin a offert des compromis substantiels sur la répartition du territoire contesté. Mais en ce qui concerne les problèmes en mer de Chine méridionale, depuis les années 1950, même lorsque la marine chinoise était militairement insignifiante, elle a adopté une approche intransigeante et a revendiqué une souveraineté incontestable sur la région. La Chine n'a jamais utilisé une façon de s'exprimer aussi absolue pour d'autres différends fonciers. [107]

Apparemment, « combattre chaque centimètre » n'est pas la façon dont la Chine résout ses conflits frontaliers. Le professeur Taylor Fravel a énuméré plusieurs raisons expliquant la position ferme de la Chine sur les questions de la mer de Chine méridionale. « *La Chine considère les îles au large, telles les îles Spratleys, comme stratégiques. Depuis ces îles, la Chine peut revendiquer sa juridiction sur les eaux adjacentes qui pourraient contenir d'importantes ressources naturelles et même sa juridiction sur certaines activités de navires de guerre étrangers* », a-t-il déclaré. « *Les affleurements de la mer de Chine méridionale peuvent également être transformés en avant-postes avancés pour projeter la puissance militaire. [...] Ils pourraient également aider les forces sous-marines chinoises en empêchant d'autres États de suivre les sous-marins chinois qui cherchent à entrer dans le Pacifique occidental depuis la mer de Chine méridionale.* » [108]

Les actions agressives et expansionnistes du régime chinois en mer de Chine méridionale, en particulier les mesures qu'il a prises ces dernières années pour changer le statu quo, ont exacerbé les tensions militaires dans la grande région. Le Japon a inversé une décennie de baisse des dépenses militaires, tandis que l'Inde a relancé ses plans de modernisation navale qui étaient à un point mort. [109]

Dissimulant ses efforts par l'excuse d'un passage sûr pour l'énergie et le fret, l'expansion active de la Chine dans la mer de Chine méridionale a fait pencher la balance des pouvoirs dans la région et elle augmente les risques de conflit militaire. Un expert a souligné que « *la perception chinoise de la mer de Chine méridionale comme un problème de sécurité a conduit à une érosion de la sécurité dans la région* ». [110] Ce point de vue fait écho à celui de Bannon.

En 2017, l'armée chinoise a établi sa première base militaire à l'étranger à Djibouti. Les experts occidentaux pensent que les fonctionnaires militaires chinois regardent au-delà de la région du Pacifique occidental et réfléchissent à la façon de projeter le pouvoir toujours plus loin à l'étranger. [111] Par

exemple, le PCC a récemment été actif dans les îles du Pacifique, quel que soit le coût de ces investissements. Son objectif à long terme est que, dans le futur, ces pays insulaires serviront de stations d'approvisionnement pour la flotte de haute mer de la marine chinoise. [112] L'expansion militaire du PCC ne se limite pas aux divisions traditionnelles de la terre, de la mer et de l'air ; il fait également des progrès dans les domaines de l'espace et de la guerre électromagnétique.

Les ambitions militaires du PCC sont soutenues par de vastes réserves de main-d'œuvre, d'équipement et de financement.

Le régime du PCC possède la plus grande armée au monde, avec deux millions de militaires actifs. L'Armée populaire de libération (APL) dispose également de la plus grande armée de terre au monde, du plus grand nombre de navires de guerre, du troisième tonnage naval et d'une armée de l'air importante. Elle a une capacité de frappe nucléaire trinitaire composée de missiles balistiques intercontinentaux, de sous-marins lance-missiles et de bombardiers stratégiques.

Le régime chinois compte également 1,7 million de policiers armés, qui sont sous la direction unifiée de la Commission militaire centrale du PCC, et un grand nombre d'unités de réserve et de milice. La doctrine militaire du Parti a toujours souligné l'importance de la « guerre populaire ». Sous le système totalitaire du PCC, le régime peut rapidement rediriger toutes les ressources disponibles vers une utilisation militaire. Cela signifie que le PCC dispose d'un bassin de plus d'un milliard de personnes (y compris les Chinois à l'étranger) à partir duquel il peut envoyer un grand nombre de personnes au service de la milice.

Le PIB de la Chine a augmenté rapidement entre 1997 et 2007. Le PCC s'appuie sur la puissance économique pour augmenter rapidement la production d'armements et améliorer son arsenal. On estime que d'ici 2020, les forces terrestres de l'APL disposeront de 5 000 chars de combat principaux modernes. La marine de l'APL aura au moins deux porte-avions dans sa flotte. De plus, 90 % des chasseurs de l'armée de l'air de l'APL appartiennent à la quatrième génération ; la Chine a commencé à introduire des chasseurs de cinquième génération.

Au début de 2017, la Chine a annoncé une augmentation corrigée de l'inflation de 6,5 % de son budget militaire annuel à 154,3 milliards \$ US. L'analyse des données de 2008 à 2017 indique que le budget militaire officiel de la Chine a augmenté en moyenne annuellement de 8 % en termes corrigés de l'inflation au cours de cette période. [113] Les observateurs estiment que les dépenses

militaires réelles du PCC sont le double de ce qui est officiellement reconnu. En dehors de cela, les forces militaires du régime ne se reflètent pas pleinement dans les dépenses militaires, parce que ses dépenses militaires réelles sont plus élevées que les chiffres publics, le PCC peut réquisitionner de nombreuses ressources civiles et de la main-d'œuvre à sa discrétion. L'ensemble du système industriel peut répondre aux besoins de la guerre, ce qui signifie que ses véritables capacités militaires dépassent de loin les données officielles et les estimations habituelles.

Le PCC construira un système mondial composé de plus de trente satellites de navigation Beidou (Big Dipper) (également nommé COMPASS) d'ici fin 2020, avec des capacités de positionnement militaire GPS mondial. La production de masse de la série Rainbow de drones militaires sert à des fins plus tactiques pour le PCC. Par exemple, dans la configuration du détroit de Taïwan, le PCC peut obtenir des avantages grâce à ses tactiques de navigation de machine sans pilote. [114] Un grand nombre de drones aériens peuvent former des amas sous le contrôle des satellites et de l'intelligence artificielle, ce qui les rend utiles dans les conflits régionaux et asymétriques.

Le chasseur furtif chinois J-20, qui a été dévoilé au salon de l'aéronautique de Zhuhai, ressemble au F-22 américain, tandis que le J-31 chinois semble fabriqué sur le modèle du F-35. L'APL réduit l'écart avec les États-Unis dans le développement de chasseurs à réaction modernes.

De plus, le PCC utilise un large éventail d'espionnage pour rattraper les États-Unis en matière de technologie. Selon certaines estimations récentes, plus de 90 % de l'espionnage contre les États-Unis provient du piratage fait par la Chine, les réseaux du PCC infiltrent les grandes entreprises américaines et l'armée, volant des technologies et des connaissances que les Chinois ne peuvent pas développer indépendamment. [115] La technologie chinoise des drones a été volée aux États-Unis.

En termes de tactique, l'APL est très attachée à des capacités asymétriques : guerre asymétrique, stratégie asymétrique et armes asymétriques. [116] L'amiral Philip S. Davidson, le nouveau commandant du Commandement indo-pacifique, a décrit la Chine comme un « concurrent ». Il a dit que la Chine n'essayait pas d'égaliser la puissance de feu de l'Amérique dans un rapport un pour un ; il essaie plutôt de rattraper les États-Unis en développant des capacités asymétriques déterminantes, y compris l'utilisation de missiles anti-navires et de compétences dans la guerre sous-marine. Il a averti qu'« *il n'y a aucune garantie que les États-Unis gagneraient un futur conflit avec la Chine* ». [117]

Le PCC s'est appuyé sur ses recherches et son développement sur les missiles Dong Feng 21-D (missiles balistiques anti-navires à utiliser contre les porte-avions américains) pour mener une confrontation similaire en mode tireur d'élite. En 2018, le PCC a exposé publiquement le missile anti-navire supersonique Eagle-Attack-12B terrestre, connu sous le nom d'« anti-porte-avions ». Il a tracé une « zone de mort » de 550 kilomètres dans le Pacifique occidental, dans laquelle les groupements tactiques américains seront sensibles aux frappes de saturation à très basse altitude. Ces missiles deviennent un moyen militaire important des opérations de déni régional de l'APL visant à empêcher l'intervention militaire américaine.

Après l'expansion rapide de sa puissance militaire, le régime du PCC est devenu un énorme exportateur d'armes vers les régimes autoritaires du monde, comme la Corée du Nord et les régimes voyous du Moyen-Orient. D'une part, l'objectif est d'élargir ses alliances militaires et, d'autre part, de disperser et de contrer la puissance militaire américaine. Le régime du PCC se propage et encourage un sentiment anti-américain et la haine. Il est facile pour le PCC de s'unir à d'autres régimes anti-américains pour poursuivre ses ambitions hégémoniques.

Dans le même temps, les dirigeants du PCC défendent les théories militaires terroristes telles que la guerre sans limites mentionnée plus haut. Il prône la nécessité de la guerre en disant que « *la guerre n'est pas loin de nous ; c'est le berceau du 'siècle chinois'.* » Il légitime la violence et la terreur avec des paroles telles que : « *Les morts sont le moteur de l'avancement de l'histoire* ». Il justifie l'agression en disant : « *Il n'y a pas de droit au développement sans droit à la guerre* », et : « *Le développement d'un pays constitue une menace pour un autre – c'est la règle générale de l'histoire du monde.* » [118]

Zhu Chenghu, doyen du Collège de défense de l'université de la Défense nationale de la République populaire de Chine, a déclaré publiquement que si les États-Unis intervenaient dans une guerre dans le détroit de Taïwan, la Chine utiliserait à titre préventif des armes nucléaires pour raser des centaines de villes aux États-Unis, même si toute la Chine à l'est de Xi'an (une ville située à l'extrémité ouest des frontières traditionnelles de la Chine) était détruite en conséquence. [119] Les déclarations de Zhu étaient une manifestation publique des ambitions du PCC et un moyen de sonder les réactions de la communauté internationale.

Il est important de savoir que les stratégies militaires du PCC sont toujours subordonnées à ses besoins politiques et que les ambitions militaires du régime ne sont qu'une petite partie de ses plans globaux. L'approche du Parti

consiste à s'appuyer sur des moyens économiques et militaires pour imposer son idéologie communiste au reste du monde. [120]

Lire la suite : Chapitre 18 – Les ambitions mondiales du Parti communiste chinois (2e Partie)

Sommaire

Références

- [1] Zhao Kejin, “The Road of Peaceful Development: A Paradigmatic Breakthrough,” People.cn, Nov. 11, 2009, <http://theory.people.com.cn/GB/10355796.html>. [趙可金：〈和平發展道路：模式的突破〉，〈人民網〉] [En chinois]
- [2] PLA National Defense University et al., *Silent Contest*, 2013 June, <https://www.youtube.com/watch?v=iUjkSJxJDcw&t=2190s>. [國防大學等：〈較量無聲〉] [En chinois]
- [3] “Testimony of Arthur Waldron,” in “U.S.-China Relations: Status of Reforms in China,” Subcommittee on East Asian and Pacific Affairs, Committee on Foreign Relations, United States Senate, April 22, 2004, <https://www.foreign.senate.gov/imo/media/doc/WaldronTestimony040422.pdf>.
- [4] Chris Giles, “China Poised to Pass US as World’s Leading Economic Power This Year,” *Financial Times*, April 29, 2014 <https://www.ft.com/content/d79ffff8-cfb7-11e3-9b2b-00144feabdc0>.
- [5] Chen Liangxian and Su Haoyun, “Overseas Ports in Vogue: How Do Chinese Enterprises Choose Strategic Locations?,” *The Paper*, August 17, 2017, https://www.thepaper.cn/newsDetail_forward_175881. [陳良賢，蘇顥雲：〈海外港口熱：中企如何布局？〉，〈澎湃新聞〉] [En chinois]
- [6] Derek Watkins, K.K. Rebecca Lai, and Keith Bradsher, “The World, Built by China,” *The New York Times*, November 18, 2018, <https://www.nytimes.com/interactive/2018/11/18/world/asia/world-built-by-china.html>.
- [7] Andrew Sheng, “A Civilizational Clash With China Comes Closer,” Asia Global Institute, The University of Hong Kong, January 16, 2018, <http://www.asiaglobalinstitute.hku.hk/en/civilizational-clash-china-comes-closer/>.
- [8] Wu Xinbo, “Reflections on the Study of Neighborhood Diplomacy,” *World Affairs*, 2015 Issue #2, <http://www.cas.fudan.edu.cn/picture/2328.pdf>. [En chinois] [吳心伯：〈對周邊外交研究的一些思考〉，〈世界知識〉]
- [9] “Power and Influence: The Hard Edge of China’s Soft Power,” Australian

- Broadcasting Corporation, June 5, 2017, <https://www.abc.net.au/4corners/power-and-influence-promo/8579844>.
- [10] “Sam Dastyari Resignation: How We Got Here,” *Australian Broadcasting Corporation*, December 11, 2017, <https://www.abc.net.au/news/2017-12-12/sam-dastyari-resignation-how-did-we-get-here/9249380>.
- [11] “In Depth: How Much Influence Do China’s Donations Have on Australia? Should Political Donations Be Banned?,” SBS News, September 12, 2016, <https://www.sbs.com.au/yourlanguage/mandarin/zh-hant/article/2016/09/12/shen-du-zhong-guo-juan-zeng-dui-ao-zhou-ying-xiang-you-duo-da-wai-guo-zheng-zhi?language=zh-hant>. [深度：中國捐贈對澳洲影響有多大？外國政治獻金是否該禁？] [En chinois]
- [12] Mareike Ohlberg and Bertram Lang, “How to Counter China’s Global Propaganda Offensive,” *The New York Times*, September 21, 2016, https://www.nytimes.com/2016/09/22/opinion/how-to-counter-chinas-global-propaganda-offensive.html?_ga=2.63090735.1831033231.1544154630-97544283.1541907311.
- [13] Jonathan Pearlman, “US Alarm over Aussie Port Deal With China Firm,” *The Strait Times*, November 19, 2015, <https://www.straitstimes.com/asia/australianz/us-alarm-over-aussie-port-deal-with-china-firm>.
- [14] Tara Francis Chan, “Rejected Three Times Due to Fear of Beijing, Controversial Book on China’s Secret Influence Will Finally Be Published,” *Business Insider*, February 5, 2018, <https://www.businessinsider.com/australian-book-on-chinas-influence-gets-publisher-2018-2>.
- [15] Christopher Walker and Jessica Ludwig, “From ‘Soft Power’ to ‘Sharp Power’: Rising Authoritarian Influence in the Democratic World,” in *Sharp Power: Rising Authoritarian Influence* (Washington, D.C.: National Endowment for Democracy, 2017), 20, <https://www.ned.org/wp-content/uploads/2017/12/Sharp-Power-Rising-Authoritarian-Influence-Full-Report.pdf>.
- [16] 2017 Foreign Policy White Paper, Australian Government, 2017, <https://www.fpwhitepaper.gov.au/foreign-policy-white-paper/overview>.
- [17] Caitlyn Gribbin, “Malcolm Turnbull Declares He Will ‘Stand Up’ for Australia in Response to China’s Criticism,” *Australian Broadcasting Corporation*, December 8, 2017, <https://www.abc.net.au/news/2017-12-09/malcolm-turnbull-says-he-will-stand-up-for-australia/9243274>.
- [18] Chen Yonglin, [陳用林] “Chen Yonglin: Australia Is Becoming China’s Backyard?,” *The Epoch Times*, September 2, 2016, <http://www.epochtimes.com/gb/16/9/2/n8261061.htm>. [陳用林：〈陳用林：澳大利亞正在淪為中國的後院〉，〈大紀元新聞網〉] [En chinois]
- [19] Clive Hamilton. *Silent Invasion: China’s influence in Australia* (Melbourne:

Hardie Grant, 2018), Chapter 1.

[20] Ibid.

[21] Ibid.

[22] Ibid.

[23] Hamilton, *Silent Invasion*, Chapter 3.

[24] Lin Ping, “Disclosing China’s Sharp Power: Part X, New Zealand,” Radio Free Asia, September 25,

2018, <https://www.rfa.org/mandarin/zhuanlan/zhuantixilie/zhongguochujiaoshenxiangshijie/jm-09252018162912.html>. [林坪：〈揭祕中國銳實力（十）紐西蘭〉，自由亞洲電台] [En chinois]

[25] Ibid.

[26] Ibid.

[27] Lin Tinghui, “The Dragon in Strange Waters: China’s Diplomatic Quagmire in the Pacific Islands,” *Journal on International Relations Issue* #30, July 2010, p. 58, https://diplomacy.nccu.edu.tw/download.php?filename=451_b9915791.pdf&dir=archive&title=File. [林廷輝：〈龍在陌生海域：中國對太平洋島國外交之困境〉，〈國際關係學報〉，第三十期（2010年7月）] [En chinois]

[28] John Henderson and Benjamin Reilly, “Dragon in Paradise: China’s Rising Star in Oceania,” *The National Interest*, no. 72 (Summer 2003): 94–105.

[29] Ben Bohane, “The U.S. Is Losing the Pacific to China,” *The Wall Street Journal*, June 7, 2017, <https://www.wsj.com/articles/the-u-s-is-losing-the-pacific-to-china-1496853380>.

[30] Josh Rogin, “Inside China’s ‘Tantrum Diplomacy’ at APEC,” *The Washington Post*, November 20, 2018, <https://www.washingtonpost.com/news/josh-rogin/wp/2018/11/20/inside-chinas-tantrum-diplomacy-at-apec/>

[31] *China’s Central Asia Problem*, Report No. 244, International Crisis Group (February 27, 2013), <https://www.crisisgroup.org/europe-central-asia/central-asia/china-s-central-asia-problem>.

[32] Wu Jiao and Zhang Yunbi, “Xi Proposes a ‘New Silk Road’ With Central Asia,” *China Daily*, September 8, 2013, http://www.chinadaily.com.cn/sunday/2013-09/08/content_16952160.htm.

[33] Raffaello Pantucci and Sarah Lain, “China’s Eurasian Pivot: The Silk Road Economic Belt,” *Whitehall Papers* 88, no. 1 (May 16, 2017), <https://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/02681307.2016.1274603>.

[34] “China’s Central Asia Problem,” International Crisis Group.

[35] “Kong Quan: China Supports Uzbekistan’s Efforts for National Security,” People.cn, <http://world.people.com.cn/GB/8212/14450/46162/3395401.htm>. [〈孔泉：中國支持烏茲別克斯坦為國家安全所做努力〉，人民網] [En chinois]

[36] Benno Zogg, “Turkmenistan Reaches Its Limits with Economic and Security Challenges,” IPI Global Observatory, July 31,

2018, <https://theglobalobservatory.org/2018/07/turkmenistan-limits-economic-security-challenges/>.

[37] Jakub Jakóbowski and Mariusz Marszewski, “Crisis in Turkmenistan: A test for China’s Policy in the Region,” Center for Eastern Studies (OSW), August 31, 2018, <https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2018-08-31/crisis-turkmenistan-a-test-chinas-policy-region-0>.

[38] Eiji Furukawa, “Belt and Road Debt Trap Spreads to Central Asia,” *Nikkei Asian Review*, August 29, 2018, <https://asia.nikkei.com/Spotlight/Belt-and-Road/Belt-and-Road-debt-trap-spreads-to-Central-Asia>.

[39] “Tajikistan: Chinese Company Gets Gold Mine in Return for Power Plant,” Eurasianet, April 11, 2018, <https://eurasianet.org/tajikistan-chinese-company-gets-gold-mine-in-return-for-power-plant>.

[40] Danny Anderson, “Risky Business: A Case Study of PRC Investment in Tajikistan and Kyrgyzstan,” The Jamestown Foundation, *China Brief* 18, no. 14 (August 10, 2018), <https://jamestown.org/program/risky-business-a-case-study-of-prc-investment-in-tajikistan-and-kyrgyzstan/>.

[41] Juan Pablo Cardenal and Heriberto Araújo, *China’s Silent Army: The Pioneers, Traders, Fixers and Workers Who Are Remaking the World in Beijing’s Image* (New York: Crown Publishing Group, 2013), Chapter 2.

[42] Lindsey Kennedy and Nathan Paul Southern, “China Created a New Terrorist Threat by Repressing Secessionist Fervor in Its Western Frontier,” Quartz, May 31, 2017, <https://qz.com/993601/china-uyghur-terrorism/>.

[43] Xu Jin et al., [徐進等] “Making ‘Strategic Pivots’ for China’s Border Security,” *World Affairs* 2014 Issue #15, pp. 14–23, http://cssn.cn/jjx/xk/jjx_lljx/sjjjygjjx/201411/W020141128513034121053.pdf. [徐進等：〈打造中國周邊安全的「戰略支點」國家〉，《世界知識》，2014年15期，頁14-23][En chinois]

[44] Therese Delpech, *Iran and the Bomb: The Abdication of International Responsibility* (New York: Columbia University Press, 2006), 49.

[45] Cardena and Araújo, *China’s Silent Army*, Epilogue.

[46] Seyed Reza Miraskari et al., “An Analysis of International Outsourcing in Iran-China Trade Relations,” *Journal of Money and Economy* 8, No 1 (Winter 2013): 110–139, <http://jme.mbri.ac.ir/article-1-86-en.pdf>.

[47] Scott Harold and Alireza Nader, *China and Iran: Economic, Political, and Military Relations* (Washington, D.C.: RAND Corporation, 2012), 7, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/occasional_papers/2012/RAND_OP351.pdf.

[48] “The Commercial Foundation to Bypass the ‘Malacca Dilemma’: How to Ensure the Effective Operation of the China-Myanmar Oil and Gas Pipelines,” *The First Finance Daily*, July 22, 2013, <https://www.yicai.com/news/2877768.html>. [〈繞過「馬六甲困局」的商業基礎——如何保證中緬油氣管道有效運營〉，《第一財經日報》][En chinois]

[49] Li Chenyang, "China-Myanmar Relations since 1988," in *Harmony and Development: Asean-China Relations*, eds. Lim Tin Seng and Lai Hongyi (Singapore: World Scientific Publishing, 2007), 54.

[50] Ibid.

[51] "China's Myanmar Dilemma," *Asia Report* No.177 (Brussels: International Crisis Group, 2009), 1, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/177-china-s-myanmar-dilemma.pdf>.

[52] "After Two Years of Inactivity, the China-Myanmar Crude Oil Pipeline Is Finally Opened," *BBC Chinese*, April 10, 2017, <https://www.bbc.com/zhongwen/simp/chinese-news-39559135>. [〈閒置兩年後 中緬原油管道終於開通〉, 《BBC中文網》] [En chinois]

[53] Zhuang Beining and Che Hongliang, "China-Myanmar Signs the Framework Agreement for the Kyaukpyu Deep-water Port Project," *xinhuanet.com*, November 8, 2018, http://www.xinhuanet.com/2018-11/08/c_1123686146.htm. [莊北甯, 車宏亮: 〈中緬簽署皎漂深水港專案框架協定〉, 《新華網》] [En chinois]

[54] Lu Cheng, "China-Myanmar Economic Corridor: An Emerging Approach to Myanmar's Development," *Guangming Net*, September 17, 2018, http://news.gmw.cn/2018-09/17/content_31210352.htm. [鹿鉞: 〈中緬經濟走廊: 緬甸發展的新興途徑〉, 《光明網》] [En chinois]

[55] Lin Ping, "Disclosing China's Sharp Power," Part XI, *European Politics*, "Radio Free Asia," <https://www.rfa.org/mandarin/zhuanlan/zhuantixilie/zhongguochujiaoshenxiangshijie/yl-11052018102634.html>. [林坪: 〈揭祕中國銳實力 (十一) 歐洲政界〉, 《自由亞洲電台》] [En chinois]

[56] Jason Horowitz and Liz Alderman, "Chastised by E.U., a Resentful Greece Embraces China's Cash and Interests," *The New York Times*, August 26, 2017, <https://www.nytimes.com/2017/08/26/world/europe/greece-china-piraeus-alexis-tsipras.html>.

[57] Ibid.

[58] Jan Velinger, "President's Spokesman Lashes Out at Culture Minister for Meeting with Dalai Lama," *Radio Praha*, October 18, 2016, <https://www.radio.cz/en/section/curraffrs/presidents-spokesman-lashes-out-at-culture-minister-for-meeting-with-dalai-lama>.

[59] Lin Ping, "Disclosing China's Sharp Power (Part XI), *European Politics*," *Radio Free Asia*, November 5, 2018, <https://www.rfa.org/mandarin/zhuanlan/zhuantixilie/zhongguochujiaoshenxiangshijie/yl-11052018102634.html>. [林坪: 〈揭祕中國銳實力 (十一) 歐洲政界〉, 《自由亞洲電台》] [En chinois]

[60] "German Blue Book: China's Non-Financial Direct Investment in Germany Has Grown Substantially," *sina.com.cn*, July 9, 2017, <http://mil.news.sina.com.cn/dgby/2018-07-09/doc-ihezpzwt8827910.shtml>.

[〈德國藍皮書：中國在德國非金融直接投資大幅增長〉，〈觀察者網〉] [En chinois]

[61] *Chinese Influence and American Interests: Promoting Constructive Vigilance* (Stanford, Calif.: Hoover Institution Press, 2018), https://www.hoover.org/sites/default/files/research/docs/chineseinfluence_americaninterests_fullreport_web.pdf, 163.

[62] Philip Oltermann, “Germany’s ‘China City’: How Duisburg Became Xi Jinping’s Gateway to Europe,” *The Guardian*, August 1, 2018, <https://www.theguardian.com/cities/2018/aug/01/germanys-china-city-duisburg-became-xi-jinping-gateway-europe>.

[63] “Chirac: A Man Who Loved China,” China Net, March 20, 2007, http://www.china.com.cn/international/txt/2007-03/20/content_18421202.htm. [〈希拉克：熱愛中國的人〉，〈中國網〉] [En chinois]

[64] *The True Jiang Zemin*, Chapter 9, “The War of Greed (Part I),” *The Epoch Times*, <http://www.epochtimes.com/b5/12/6/18/n3615092.htm>. [聯合寫作組：《真實的江澤民》，〈第九章 貪戰（上）〉，〈大紀元新聞網〉] [En chinois]

[65] Nick Timothy, “The Government Is Selling Our National Security to China,” Conservative Home, October 20, 2015, <http://www.conservativehome.com/thecolumnists/2015/10/nick-timothy-the-government-is-selling-our-national-security-to-china.html>.

[66] Holly Watt, “Hinkley Point: The ‘Dreadful Deal’ behind the World’s Most Expensive Power Plant,” *The Guardian*, December 21, 2017, <https://www.theguardian.com/news/2017/dec/21/hinkley-point-c-dreadful-deal-behind-worlds-most-expensive-power-plant>.

[67] Lin Ping [林坪] “Disclosing China’s Sharp Power (Part XII) Economic Infiltration in Europe,” Radio Free Asia, November 12, 2018, <https://www.rfa.org/mandarin/zhuanlan/zhuantixilie/zhongguochujiaoshenxiangshijie/yl-11082018122750.html> ; “Disclosing China’s Sharp Power (Part XIII) The Encroachment of Academic Freedom and Freedom of Speech in Europe,” Radio Free Asia, November 12, 2018, <https://www.rfa.org/mandarin/zhuanlan/zhuantixilie/zhongguochujiaoshenxiangshijie/MCIEU-11122018165706.html>. [林坪：〈揭祕中國銳實力（十二）在歐洲的經濟滲透〉，〈自由亞洲電台〉] [〈揭祕中國銳實力（十三）歐洲學術、言論自由〉，〈自由亞洲電台〉] En chinois]

[68] Jack Hazlewood, “China Spends Big on Propaganda in Britain ... but Returns Are Low,” *Hong Kong Free Press*, April 3, 2016, <https://www.hongkongfp.com/2016/04/03/china-spends-big-on-propaganda-in-britain-but-returns-are-low/>.

[69] Thorsten Benner et al., “Authoritarian Advance: Responding to China’s Growing Political Influence in Europe,” Global Public Policy Institute (GPPI), February

2018, https://www.gppi.net/media/Benner_MERICS_2018_Authoritarian_Advan ce.pdf.

[70] Christophe Cornevin et Jean Chichizola, « Les révélations du Figaro sur le programme d'espionnage chinois qui vise la France », *Le Figaro*, October 22, 2018, <http://www.lefigaro.fr/actualite-france/2018/10/22/01016-20181022ARTFIG00246-les-revelations-du-figaro-sur-le-programme-d-espionnage-chinois-qui-vise-la-france.php>.

[71] “German Spy Agency Warns of Chinese LinkedIn Espionage,” *BBC News*, December 10, 2017, <https://www.bbc.com/news/world-europe-42304297>.

[72] Serge Michel and Michel Beuret, *China Safari: On the Trail of Beijing's Expansion in Africa* (New York: Nation Books, 2010), 162.

[73] Reuben Brigety, “A Post-American Africa,” *Foreign Affairs*, August 28, 2018, <https://www.foreignaffairs.com/articles/africa/2018-08-28/post-american-africa>.

[74] “Not as Bad as They Say” *The Economist*, October 1, 2011, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2011/10/01/not-as-bad-as-they-say>.

[75] Joseph Hammond, “Sudan: China's Original Foothold in Africa,” *The Diplomat*, June 14, 2017, <https://thediplomat.com/2017/06/sudan-chinas-original-foothold-in-africa/>.

[76] Zeng Yong, “A Strategic Analysis of China's Dealing with the Darfur Crisis,” *Arab World Studies*, November 2012 Issue #6, http://mideast.shisu.edu.cn/_upload/article/23/47/8ee05ca2405488f615e514184f73/077159aa-8c97-41b8-bcc3-95c22c3ba732.pdf. [曾勇, 〈中國處理達爾富爾危機的戰略分析〉, 《阿拉伯世界研究》] [En chinois]

[77] “Beijing Shows Hospitality to the Wanted Sudanese President Bashir,” *Radio France Internationale* (RFI), June 29, 2011, <http://cn.rfi.fr/中國/20110629-北京盛情款待遭通緝的蘇丹總統巴希爾>. [〈北京盛情款待遭通緝的蘇丹總統巴希爾〉, 《法廣》] [En chinois]

[78] According to “China's Path of Peaceful Development” by the Information Office of the State Council, as of 2005, China had waived the debts of forty-four developing countries, totalling about 16.6 billion yuan. <http://www.scio.gov.cn/zfbps/ndhf/2005/Document/307900/307900.htm>. [En chinois]

[79] Pan Xiaotao, “Chinese, Get Ready to Give Out More Money,” *Apple Daily*, August 31, 2018, <https://hk.news.appledaily.com/local/daily/article/20180831/20488504>. [潘小濤: 〈中國人, 請準備再大撒幣〉, 《蘋果日報》] [En chinois]

[80] “Ministry of Commerce: 97 Percent of Products in 33 Least-Developed Countries in Africa Enjoy Zero Tariffs,” *China News*, August 28, 2018, <http://www.chinanews.com/gn/2018/08-28/8612256.shtml>. [〈商務部: 非洲33個最不發達國家97%的產品享受零關稅〉, 《中新網》] [En chinois]

- [81] Jia Ao, “China Gives Africa Big Bucks Again and America Gets Alert,” Radio Free Asia, September 3, 2018, <https://www.rfa.org/mandarin/yataibaodao/junshiwaijiao/hc-09032018110327.html>. [家傲：〈中國再向非洲大撒幣 美國警覺〉，〈自由亞洲電台〉] [En chinois]
- [82] Quan Ye, “A Dialogue With Wang Wen: From the Theory of Spending Money to the Real Problem Behind the Misconstrued New Colonialism,” *Duowei News*, September 2, 2018, http://news.dwnnews.com/china/news/2018-09-02/60081911_all.html. [泉野：〈對話王文：從撒錢論到「新殖民主義」誤區背後的真問題〉，〈多維〉] [En chinois]
- [83] Cai Linzhe, “Ethiopia Is Learning the ‘Chinese Model,’” Phoenix Weekly, May 15, 2013, <http://www.ifengweekly.com/detil.php?id=403>. [蔡臨哲：〈埃塞俄比亞學習「中國模式」〉，〈鳳凰週刊〉] [En chinois]
- [84] Andrew Harding, “Correspondence from Our Reporters: ‘A New China’ in Africa,” BBC Chinese, July 27, 2015, https://www.bbc.com/ukchina/simp/fooc/2015/07/150727_fooc_ethiopia_development. [安德魯·哈丁：〈記者來鴻：非洲出了個「新中國」〉，〈BBC中文網〉] [En chinois]
- [85] Si Yang, “To Win the Right to Speak and Export the ‘Chinese Model,’ China Resorts to Different Means in Europe-America and Asia-Africa,” *Voice of America*, December 7, 2018, <https://www.voachinese.com/a/4420434.html>. [斯洋：〈爭奪話語權，輸出中國模式，中國影響歐美和亞非方式大不同〉，〈美國之音〉] [En chinois]
- [86] Ted Piccone, “The Geopolitics of China’s Rise in Latin America,” *Order From Chaos: Foreign Policy in a Troubled World*, November 2016, 4 and 9, https://www.brookings.edu/wp-content/uploads/2016/11/the-geopolitics-of-chinas-rise-in-latin-america_ted-piccone.pdf.
- [87] Alfonso Serrano, “China Fills Trump’s Empty Seat at Latin America Summit,” *The New York Times*, April 17, 2018, <https://www.nytimes.com/2018/04/13/opinion/china-trump-pence-summit-lima-latin-america.html>.
- [88] Translated from Chinese version of the paper by Jorge Blázquez-Lidoy, Javier Rodríguez, Javier Santiso, “Angel o demonio? Los efectos del comercio chino en los países de América Latina” [Angel or Demon? The Effects of Chinese Trade in Latin American Countries], https://repositorio.cepal.org/bitstream/handle/11362/11135/090017043_es.pdf?sequence=1&isAllowed=y [en espagnol].
- [89] Jordan Wilson, *China’s Military Agreements with Argentina: A Potential New Phase in China-Latin America Defense Relations*, U.S-China Economic and Security Review Commission Staff Research Report, November 5, 2015, <https://www.uscc.gov/sites/default/files/Research/China%27s%20Military>

%20Agreements%20with%20Argentina.pdf.

[90] Jin Yusen, “The CCP’s Dollar Diplomacy May Be the Last Straw,” watchinese.com, July 5, 2017, <https://www.watchinese.com/article/2017/23053>.

[金雨森：〈中共金錢外交恐成為最後一根稻草〉，《看雜誌》] [En chinois]

[91] Ibid.

[92] “The CCP’s Huge Amount of Financial Aid to El Salvador Causes Anxiety for America,” NTD Television, August 22,

2018, <http://www.ntdtv.com/xtr/gb/2018/08/23/a1388573.html>. [〈中共巨額金援搶薩爾瓦多引美國憂慮〉，新唐人電視台] [En chinois]

[93] Huang Xiaoxiao, “Number of Confucius Institutes in Latin America and the Caribbeans Increases to 39,” People.cn, January 26,

2018, <http://world.people.com.cn/n1/2018/0126/c1002-29788625.htm>. [黃瀟瀟：〈拉美和加勒比地區孔子學院達39所〉，《人民網》] [En chinois]

[94] Sharon Weinberger, “China Has Already Won the Drone Wars,” *Foreign Policy*, May 10, 2018, <https://foreignpolicy.com/2018/05/10/china-trump-middle-east-drone-wars/>.

[95] Rick Joe, “China’s Air Force on the Rise: Zhuhai Airshow 2018,” *The Diplomat*, November 13, 2018, <https://thediplomat.com/2018/11/chinas-air-force-on-the-rise-zhuhai-airshow-2018/>.

[96] Huang Yuxiang 黃宇翔： “Chinese Drones, Whose Target Is America, Stun the Audience at Zhuhai Air Show,” *Asia Weekly*, November 25, 2018, Issue #46, Vol.

32, <http://edition.cnn.com/2009/WORLD/asiapcf/05/05/china.maritime.harassment/index.html>. [黃宇翔：〈中國無人戰機驚豔珠海航展亮相假想敵是美國〉，《亞洲週刊》] [En chinois]

[97] “Pentagon Says Chinese Vessels Harassed U.S. Ship,” CNN, March 9, 2009, <http://www.cnn.com/2009/POLITICS/03/09/us.navy.china/index.html>.

[98] Barbara Starr, “Chinese Boats Harassed U.S. Ship, Officials Say,” *CNN*, May 5,

2009, <http://edition.cnn.com/2009/WORLD/asiapcf/05/05/china.maritime.harassment/index.html>.

[99] Barbara Starr, Ryan Browne and Brad Lendon, “Chinese Warship in ‘Unsafe’ Encounter With US Destroyer, Amid Rising US-China Tensions,” CNN, October 1, 2018, <https://www.cnn.com/2018/10/01/politics/china-us-warship-unsafe-encounter/index.html>.

[100] Military Strategy Research Department of the Academy of Military Science: *Strategic Studies*, Beijing: Military Science Publishing House, 2013, p. 47. [軍事科學院軍事戰略研究部：《戰略學》（北京：軍事科學出版社，2013）] [En chinois]

[101] Qiao Liang, “The ‘Belt and Road’ Strategy Must Take Into Consideration the ‘Going Out’ of Military Power,” 81.cn, April 15, 2015, http://www.81.cn/jmywyl/2015-04/15/content_6443998_5.ht. [喬良：〈「一

帶一路」戰略要考慮軍事力量走出去問題》，《中國軍網》] [En chinois]

[102] *Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018*, U.S. Department of Defense, May 16, 2018, <https://media.defense.gov/2018/Aug/16/2001955282/-1/-1/1/2018-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT.PDF>, 46, 47.

[103] Benjamin Haas, “Steve Bannon: ‘We’re Going to War in the South China Sea ... No Doubt,’” *The Guardian*, February 1, 2017, <https://www.theguardian.com/us-news/2017/feb/02/steve-bannon-donald-trump-war-south-china-sea-no-doubt>.

[104] Lawrence Sellin, “The US Needs a New Plan to Address Chinese Power in Southern Asia,” *The Daily Caller*, June 5, 2018, <https://dailycaller.com/2018/06/05/afghanistan-pakistan-america-china/>.

[105] Panos Mourdoukoutas, “China Will Lose The South China Sea Game,” *Forbes*, July 1, 2018, <https://www.forbes.com/sites/panosmourdoukoutas/2018/07/01/china-will-lose-the-south-china-sea-game/#5783cad73575>.

[106] Michael Lelyveld, “China’s Oil Import Dependence Climbs as Output Falls,” Radio Free Asia, December 4, 2017, https://www.rfa.org/english/commentaries/energy_watch/chinas-oil-import-dependence-climbs-as-output-falls-12042017102429.html.

[107] M. Taylor Fravel, “Why Does China Care So Much about the South China Sea? Here Are 5 Reasons,” *The Washington Post*, July 13, 2016, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2016/07/13/why-does-china-care-so-much-about-the-south-china-sea-here-are-5-reasons/?utm_term=.4a7b1de04dbd.

[108] Ibid.

[109] Brahma Chellaney, “Why the South China Sea Is Critical to Security,” *The Japan Times*, March 26, 2018, <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2018/03/26/commentary/world-commentary/south-china-sea-critical-security/#.XAnOBBNKiF1>.

[110] Scott L. Montgomery, “Oil, History, and the South China Sea: A Dangerous Mix,” *Global Policy*, August 7, 2018, <https://www.globalpolicyjournal.com/blog/07/08/2018/oil-history-and-south-china-sea-dangerous-mix>.

[111] Hal Brands, “China’s Master Plan: a Global Military Threat,” *The Japan Times*, June 12, 2018, <https://www.japantimes.co.jp/opinion/2018/06/12/commentary/world-commentary/chinas-master-plan-global-military-threat/#.W9JPPBNKj5V>.

[112] Lin Tinghui, “The Dragon in Strange Waters: China’s Diplomatic Quagmire in the Pacific Islands,” *Journal on International Relations*, July 2010, Issue #30, p. 58, https://diplomacy.nccu.edu.tw/download.php?filename=451_b9915791.pdf&dir=archive&title=File. [林廷輝，〈龍在陌生海域：

中國對太平洋島國外交之困境》，《國際關係學報》第三十期（2010年7月）] [En chinois]

[113] *Annual Report to Congress: Military and Security Developments Involving the People's Republic of China 2018*, U.S. Department of Defense, May 16, 2018, <https://media.defense.gov/2018/Aug/16/2001955282/-1/-1/1/2018-CHINA-MILITARY-POWER-REPORT.PDF>.

[114] Huang Yuxiang, “Chinese Drones, Whose Target Is America, Stun the Audience at Zhuhai Air Show,” *Asia Weekly*, November 25, 2018, 第32卷 46期, , <https://www.yzzk.com/cfm/blogger3.cfm?id=1542252826622&author=%E9%BB%83%E5%AE%87%E7%BF%94> [黃宇翔：〈中國無人戰機驚艷珠海航展亮相假想敵是美國〉，《亞洲週刊》，2018年11月25日，第32卷 46期] [En chinois]

[115] David E. Sanger, “U.S. Blames China’s Military Directly for Cyberattacks,” *The New York Times*, May 6, 2013, http://www.nytimes.com/2013/05/07/world/asia/us-accuses-chinas-military-in-cyberattacks.html?pagewanted=all&_r=1&.

[116] See in-depth analysis of this issue by Peter Navarro, director of the White House National Trade Council, in *Crouching Tiger: What China’s Militarism Means for the World* (New York: Prometheus Books, 2015).

[117] Steven Lee Myers, “With Ships and Missiles, China Is Ready to Challenge U.S. Navy in Pacific,” *The New York Times*, August 29, 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/29/world/asia/china-navy-aircraft-carrier-pacific.html>.

[118] See San Renxing, “On the Bloody Company’s (CCP’s) Doomsday Mad Gambling,” *The Epoch Times*, <http://www.epochtimes.com/b5/5/8/1/n1003911.htm> [三人行：〈評血腥公司的末日瘋狂賭〉，《大紀元新聞網》] [En chinois] and <http://www.epochtimes.com/b5/5/8/2/n1004823.htm> ; and Li Tianxiao, “If God Wants the CCP to Die, He Will Make It Mad First,” *The Epoch Times*, <http://www.epochtimes.com/gb/5/8/17/n1021109.htm>. [李天笑：〈神要中共亡 必先使其狂〉，《大紀元新聞網》] [En chinois]

Les deux discours prétendument prononcés par le général du PCC Chi Haotian (ministre de la Défense de 1993 à 2003), « La guerre vient à nous » et « La guerre n’est pas loin de nous ; elle est l’instigatrice du siècle chinois » sont apparus sur Internet respectivement en 2003 et 2005. Bien qu’il soit difficile de vérifier leur authenticité, les critiques pensent généralement que les discours représentent la véritable mentalité du Parti communiste chinois, et qu’ils ont été délibérément publiés pour évaluer les réactions extérieures et intimider les ennemis.

[119] Jonathan Watts, “Chinese General Warns of Nuclear Risk to US,” *The Guardian*, July 15

2005, <https://www.theguardian.com/world/2005/jul/16/china.jonathanwatts>.

[120] Michael Pillsbury a été surpris de constater que, lorsque les chercheurs chinois évaluent la puissance du pays, la force militaire représentait moins de 10 %. Après l’effondrement de l’Union soviétique, le PCC a modifié ses critères d’évaluation de la force et a intégré des facteurs tels que l’économie, les investissements à l’étranger, l’innovation technologique et les ressources naturelles. Michael Pillsbury, *The Hundred-Year Marathon: China’s Secret Strategy to Replace America as the Global Superpower*, Chapter 2.